

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME
de la
LOI DU 21 MARS 1884
devant le Parlement

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Mars 1920, à 3 h. 1/2

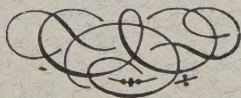
PAR

RENÉ DETURMENY

LICENCIÉ ES-LETTRES

Président : M. JAY, professeur

Suffragants : MM. FERNAND FAURE et TRUCHY, professeurs



MEULAN
IMPRIMERIE AUGUSTE RÉTY
37, rue Gambetta, 37

1920

LA RÉFORME
DE LA LOI DU 21 MARS 1884
DEVANT LE PARLEMENT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME
de la
LOI DU 21 MARS 1884
devant le Parlement

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Mars 1920, à 3 h. 1/2

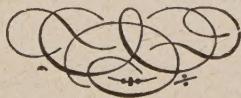
PAR

RENÉ DETURMENY

LICENCIÉ ES-LETTRES

Président : M. JAY, professeur

Suffragants : MM. FERNAND FAURE et TRUCHY, professeurs



MEULAN
IMPRIMERIE AUGUSTE RÉTY
37, rue Gambetta, 37

1920



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Au régime tyrannique des corporations, la Révolution est venue substituer le principe de la liberté absolue du travail. Elle a proclamé, en outre, comme un corollaire nécessaire, la prohibition du droit d'association. L'idée de groupement apparaissait alors comme contraire à la saine notion de la liberté. Ne venait-on pas d'en subir les tristes abus pendant plusieurs siècles ? Dans ces conditions, comment croire que le législateur révolutionnaire aurait pu laisser subsister l'exercice d'un droit (devenu de bonne heure une obligation véritable) qui n'avait été que « sujétion » pour l'individu ? La loi Le Chapelier des 14-17 Juin 1791 intervint en ce sens. Elle prohibe formellement, dans son article premier, le rétablissement « sous quelque prétexte et quelque forme que ce soit, de toutes les espèces de corporations de citoyens du même état et profession ». Et l'article 2, développant le principe, dispose : « Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, les ouvriers et compagnons ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni secrétaire, ni syndic, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

Une réaction aussi individualiste ne pouvait guère qu'entraîner des mécomptes. Selon le mot de M. Henry Chéron, « on passait du monopole de l'association professionnelle à l'interdiction abusive de la liberté d'association ». Désormais, l'individu se trouva isolé, livré à lui-même. Il en résulta un éparpillement des énergies, une rivalité ruineuse entre patrons, une lutte stérile des ouvriers entre eux.

Tel fut, cependant, le régime légal qui se maintint durant plus de trois quarts de siècle.

Dans cette longue période, il est possible de noter, pourtant, diverses manifestations de l'esprit corporatif. Dès le premier Empire, des associations de maîtres se reforment à Paris avec la tolérance de la police. Certains compagnonnages se reconstituent de leur côté, mais à l'état occulte. La Chambre des Pairs de la Restauration, vu la rigueur extrême du Code pénal pour les associations, reçoit maintes pétitions en faveur de leur rétablissement. Aucune n'aboutit ; mais on peut voir là une preuve indéniable de la force avec laquelle se maintient l'idée de groupement.

Une loi du 10 Avril 1834, un décret du 28 Juillet 1848, une autre loi du 27 Novembre 1849 viennent successivement renforcer le régime en vigueur. Le déploiement de tout cet arsenal législatif ne parvient pas à ruiner l'esprit d'association. L'exposition de Londres de 1851 en favorise tout au contraire le développement. Le Gouvernement impérial — dans son désir de rallier les sympathies populaires — supprime en 1864 le délit de coalition. Il permet peu à peu aux ouvriers de se grouper, en enjoignant aux fonctionnaires de ne pas appliquer la loi de 1791. Mais ce n'était là, à vrai dire, tout au plus qu'une tolérance...

Il faut arriver jusqu'à la loi du 21 Mars 1884 pour voir consacrer législativement l'existence des syndicats professionnels. Ce texte leur permet d'exister, moyennant seulement la déclaration préalable et le dépôt de leurs statuts et du nom des administrateurs. Les syndicats doivent être formés de gens exerçant le métier ou des métiers similaires. Une personnalité civile restreinte leur est reconnue. Ils peuvent agir en justice et posséder, mais point d'autre immeuble que celui qui est nécessaire au fonctionnement de l'organe syndical. Quant aux unions, le législateur a bien admis leur existence, mais, par contre, il s'est refusé à leur accorder la moindre personnalité juridique...

Les résultats donnés par la loi de 1884 sont fort appréciables, mais, au regard des pays étrangers, on peut à juste titre les estimer insuffisants. A quoi cela tient-il ? Principalement à l'octroi d'une capacité juridique trop étroite. De nombreuses propositions sont venues depuis longtemps déjà en demander l'extension. Ce fut jusqu'ici en pure perte. Il semble qu'on ait enfin compris tous les avantages qui peuvent résulter de l'accroissement de la vie syndicale. Les Chambres ont repris en pleine guerre le projet Ratier-Chéron, déposé en 1913 sur le Bureau du Sénat. Cette proposition — qui fait siennes maintes dispositions de projets antérieurs — accorde aux syndicats la personnalité civile la plus complète. Discutée à diverses reprises par les deux Chambres, elle est actuellement sur le point d'aboutir. Son vote définitif, en même temps qu'il marquera une date dans l'histoire du mouvement syndical en France, sera du plus haut intérêt au point de vue social.

Au lendemain de la plus terrible des guerres, le syndicat peut être un organe puissant d'apaisement et de relèvement — à une époque surtout où la classe ouvrière est si fortement organisée. Pour atteindre ce but, il est nécessaire que les syndicats français, à l'instar des trade-unions, soient riches, puissent acquérir sans limitation. Nous ne sommes plus à une époque où le spectre de la main-morte hantait l'esprit de beaucoup de nos législateurs. Nous estimons, d'ailleurs, que c'est là le vrai moyen de détourner les syndicats des luttes stériles auxquelles jusqu'ici ils ont eu trop tendance à se livrer. C'est pourquoi nous appelons de tous nos vœux le vote prochain et définitif de la proposition Chéron qui, croyons-nous, contribuera puissamment à l'amélioration de la paix sociale et des rapports entre patrons et ouvriers.

CHAPITRE PREMIER

ÉCONOMIE DE LA LOI DU 21 MARS 1884

SECTION PREMIÈRE

Des conditions d'existence des Syndicats professionnels

La loi du 21 mars 1884 a consacré au profit des syndicats une situation privilégiée. Jusqu'alors aucune association de plus de vingt personnes ne pouvait se former sans l'autorisation du gouvernement. L'Empire pourtant avait apporté, dans ses dernières années, une atténuation considérable à ce régime, en pratiquant vis-à-vis des organisations patronales et ouvrières la plus large tolérance. Ainsi purent se créer nombre d'associations de fait, protégées par la faveur gouvernementale, mais toujours sous le coup de l'arbitraire.

La loi sur les syndicats, en établissant un statut régulier des groupements professionnels, a donc cons-

titué un progrès considérable. Le régime qu'elle édicte est d'ailleurs très libéral : les syndicats peuvent se former librement et bénéficier des faveurs de la loi, sous la seule condition d'en satisfaire les quelques exigences. Il était juste en effet, et même nécessaire, que cette liberté complète n'alla pas sans certaines mesures de réglementation et de publicité, destinées à maintenir le syndicat dans la sphère de son activité professionnelle. Les limitations apportées, comme nous allons le voir, concernent la composition, l'objet, les statuts et la qualité des administrateurs des Syndicats.

§ 1

De la composition des Syndicats

L'article 2 de la loi de 1884 décide que, pour faire partie d'un syndicat déterminé, les adhérents doivent exercer le même métier ou des professions connexes ou similaires. (1)

Le motif d'une telle obligation apparaît nettement. Le législateur a craint que le groupement d'individus de corps de métiers différents ne détournât le syndicat de son but véritable et n'en fit une sorte de société politique ou religieuse. Un tel organe voulut-il remplir son rôle, qu'il ne le pourrait, par suite de la multiplicité des intérêts professionnels en jeu. « Quelle autorité un syndicat composé de personnes de divers métiers aurait-il, au surplus, pour traiter avec les chefs d'entreprise et conclure un contrat collectif ? »

(1) C. de Cassation, 18 Février 1893 (S. 96. 1. 377)

Douai, 11 Novembre 1901 (D. P. 1901. 2. 504).

Toutes ces raisons militent donc en faveur de la détermination exacte du personnel syndical par la loi.

Le texte de l'article 2 est d'ailleurs assez large. Il permet l'union entre individus de professions très distinctes, quand ils concourent « à l'établissement d'un produit déterminé. » Un syndicat composé, par exemple, de tailleurs de pierres, de maçons, de peintres et de vitriers rentre dans les termes de la loi parce que l'ensemble de ces artisans participe à une même œuvre, qui est l'édification des habitations.

Il faut noter cependant que la Jurisprudence a entendu les mots « exerçant la même profession » comme synonymes d'exercice effectif du métier. Il résulte de cette interprétation que les ouvriers qui ont quitté le métier n'ont plus qualité pour faire partie d'un syndicat. Le tribunal correctionnel de Lure a dissous, en 1890, la Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Ronchamp-Champagny parce que cette association comptait un membre n'exerçant plus la profession. Vers la même époque, le syndicat des ouvriers métallurgistes de Maubeuge fut invité à modifier un article de ses statuts par lequel il admettait dans son sein tous les ouvriers faisant ou ayant fait partie du métier. Le garde des sceaux, à la suite d'une interpellation de M. Basly, déposa un texte destiné à ouvrir les syndicats, sous certaines conditions, aux anciens professionnels. Le Sénat repoussa cette proposition et bon nombre d'organes professionnels se trouvèrent dans une situation illégale. Cet état de choses n'a fait, depuis lors, qu'empirer dans les grands syndicats où l'exercice des fonctions de direction ne permet guère la pratique effective du métier. Parmi

les projets que nous étudions plus loin, nous verrons qu'il en est plusieurs qui consacrent l'admission au syndicat des anciens ouvriers.

§ 2

De l'objet des Syndicats

Le but de la loi de 1884 et la nature des syndicats sont caractérisés par l'art. 3 : « les syndicats ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Le rapporteur de la loi, M. Tolain, s'est chargé de fixer exactement la portée de ce texte. « On a cru tout d'abord, dit-il, parce que la Commission s'était servie des mots « syndicats professionnels » qu'elle voulait en restreindre, limiter et circonscrire l'application aux seuls ouvriers qui travaillent manuellement, aux ouvriers industriels. Jamais la Commission n'a eu une pareille pensée. Elle espère bien, au contraire, que la loi qui vous est soumise est une loi très large, dont se serviront grand nombre de personnes auxquelles on n'avait tout d'abord pas pensé : les gens de bureaux, par exemple, les comptables, les commis et les employés de toute espèce : en un mot toute personne qui exerce une profession, ainsi qu'il est dit dans la loi, aura le droit de se servir de la nouvelle législation que vous allez voter. »

Malgré ces déclarations libérales, la Jurisprudence s'est fondée sur le texte de l'art. 3 pour refuser le droit de se syndiquer « à tous ceux qui n'ont pas à défendre aucun intérêt industriel, commercial ou

agricole, ni par suite aucun intérêt économique se rattachant à l'un des précédents ». (1) et notamment aux professions libérales. Une telle interprétation inaugurée au lendemain du vote de la loi de 1884 eut son retentissement dans les Chambres. Le 21 Juin 1886 M. Colfavru déposait un projet pour étendre à toutes les professions, et particulièrement à celles dites libérales, le bénéfice de la loi sur les syndicats. En 1890, M. Leveillé reprenait pour son compte une proposition semblable. Ils n'eurent aucun succès.

La loi du 30 Novembre 1892 vint cependant donner satisfaction aux médecins et autres professions annexes (pharmaciens, sage-femmes, dentistes) en les autorisant formellement à se constituer en associations syndicales. Mais la question resta en suspens à l'égard de toutes les autres professions libérales. La Cour de Cassation ne tarda pas à donner une interprétation rigoureuse de la loi de 1892. Elle en fit un texte d'exception dérogeant expressément à la loi de 1884 et n'accordant par suite le droit syndical qu'aux catégories d'individus explicitement énumérées. Une solution plus libérale émise en 1897 fut sans lendemain (2). Plusieurs décisions judiciaires et administratives consacrèrent bientôt à nouveau l'opinion de la Cour de Cassation. Aujourd'hui il semble qu'on en soit arrivé à une plus exacte compréhension des choses, car

(1) Cassation crim. 27 Juin 1885 (D. 86. 1. 373).

« « 28 Février 1902 (S. 03. 1. 445).

« « 14 Mai 1908 (Bulletin off. du Travail, 1908
p. 572).

(2) Affaire du Syndicat des Géomètres-experts de France.

on tend à reconnaître la légalité des syndicats entre personnes exerçant une profession libérale. (1)

La même raison a été donnée du refus de la faculté de se syndiquer pour les fonctionnaires. « Les fonctionnaires, dit M. Jeanneney, n'ayant pas à défendre des intérêts agricoles, industriels ou commerciaux, ne peuvent user du droit exceptionnel de la loi de 1884 ». Cette explication qui a toute sa valeur à l'égard des agents d'autorité, la perd entièrement vis-à-vis de beaucoup de fonctionnaires de gestion, dont la situation juridique est identique à celle des agents de l'industrie privée. Il ne serait donc que juste d'autoriser les fonctionnaires à se syndiquer « toutes les fois que les fonctions qu'ils exercent ressemblent à des métiers jouissant de la liberté syndicale ».

§ 3

Des Statuts

Le dépôt des statuts et des noms des administrateurs et directeurs des syndicats est une des conditions essentielles de leur existence. Le législateur n'a pas voulu que le syndicat, qui recevait des prérogatives considérables, put être un organe occulte. L'attribution de la personnalité morale devait nécessairement avoir pour corollaire la publicité de la charte syndicale. Ainsi l'on sauvegarde l'intérêt public en empêchant le syndicat de dévier de sa voie naturelle et l'on protège l'intérêt des tiers appelés à contracter avec lui. Cette formalité du dépôt parut si nécessaire que le Sénat

(1) V. Pic. *Législation Industrielle* 4^e édit. p. 285.

rejeta un amendement Trarieux, Ribot, Goblet, tendant à ne pas exiger de statuts des organes syndicaux qui ne demanderaient pas la personnalité civile. L'adoption d'une telle mesure n'aurait eu d'autres résultats que d'organiser, sous le couvert de la loi, des syndicats qui ne l'auraient été que de nom. M. Marcel Barthe s'éleva avec vigueur contre cette distinction : « Que seraient en réalité ces syndicats professionnels, déclara-t-il à la tribune du Sénat, qui se constitueraient secrètement et éviteraient de se faire connaître ? Ces syndicats seraient tout simplement des sociétés secrètes, en faveur desquelles nous abrogerions d'une manière indirecte l'art. 13 de la loi du 11 Juillet 1848, qui interdit cette nature de société ».

Tous les syndicats sans exception sont donc tenus de déposer leurs statuts. Le dépôt se fait, d'après la loi, à la mairie de la localité où le syndicat a son siège social et à Paris, à la préfecture de la Seine. Aucun délai n'est prévu pour l'accomplissement de cette formalité. Elle peut, par suite, être remplie au dernier moment, pourvu qu'elle soit effectuée antérieurement au premier acte de fonctionnement. La circulaire Waldeck-Rousseau, interprétative de la loi de 1884, est venue préciser certains points de détail sur lesquels la loi est entièrement muette. Ainsi le dépôt doit se faire en deux exemplaires, conformément à la pratique du Ministère de l'Intérieur. De même des statuts manuscrits et rédigés sur papier libre sont valables, la loi ne faisant pas une obligation formelle de la rédaction sur papier timbré et en caractères imprimés. Enfin, les statuts déposés doivent être signés par le président et le secrétaire du syndicat.

§ 4

De la qualité des Administrateurs et Directeurs

Les syndicats professionnels peuvent compter parmi leurs membres des étrangers. Dans certaines régions de la France, ils en constituent l'élément dominant. C'est la Chambre qui fit triompher cette thèse à l'encontre du projet gouvernemental qui déclarait tout net : « les syndicats professionnels ne pourront se former qu'entre Français, jouissant de leurs droits civils ». Cette attitude n'était certes pas très politique. On aurait pu craindre, avec un tel texte, la formation de groupes hostiles, toujours prêts à susciter des troubles. Ne valait-il pas mieux, comme on l'a dit, « entraîner ces étrangers dans le grand mouvement de l'industrie française ? »

Mais si les étrangers peuvent adhérer aux syndicats, ils ne sauraient en être ni administrateurs, ni directeurs. L'article 4 *in fine* dispose : « Les membres de tous les syndicats professionnels, chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat, doivent être Français et jouir de leurs droits civils ». Ce texte, dont il faut louer la sagesse, fut voté à la suite des appréhensions manifestées par certains députés et plus particulièrement sur l'initiative de M. Pierre Legrand, qui traça le tableau d'une France où à des syndicats français s'opposeraient des syndicats étrangers, poursuivant des buts dangereux pour notre sécurité.

La qualité de Français seule n'est pas suffisante pour participer à l'administration ou à la direction d'un syndicat. Il faut, en outre, ajoute le texte, « jouir de

ses droits civils ». Mais dans quelle mesure ? Leur perte partielle suffit-elle à engendrer toute inaptitude ? Il le semble bien, si l'on s'en réfère à la circulaire Waldeck-Rousseau. Sont donc incapables d'être administrateurs : 1^o tout individu condamné à une peine criminelle, voire même à la dégradation civique ; 2^o les condamnés à la dégradation militaire ; 3^o les individus condamnés à certaines peines correctionnelles et privés par suite de certains droits civils.

Telles sont, dans leur ensemble, les quelques mesures de réglementation auxquelles le législateur a entendu soumettre les syndicats, dans leur intérêt même. A vrai dire, elles ne sont guère rigoureuses et constituent tout au plus un minimum eu égard aux droits qu'on leur concède.

Cependant, ce régime, si libéral qu'il soit, ne souffre pas la comparaison avec celui des associations. La loi du 1^{er} Juillet 1901 laisse les associations libres de se constituer comme elles le veulent et de poursuivre n'importe quel but, pourvu qu'il ne soit pas lucratif, ni contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à l'intégrité du territoire ou à la forme républicaine du Gouvernement (article 3). Ne sont, d'autre part, astreintes au dépôt de leurs statuts, que les associations voulant jouir de la capacité juridique. Enfin, les administrateurs et directeurs n'ont pas ici à justifier de la qualité de Français ni de la jouissance de leurs droits civils.

En face d'un tel état de choses, il est certain que la loi de 1884 paraît bien étroite. Aussi, beaucoup d'auteurs ont-ils pensé à fondre les deux textes en un seul ou, plus exactement, à soumettre les syndicats à la loi générale de 1901. Sans doute, cette solution est celle d'esprits logiques et épris d'harmonie. Mais on peut se

demander si, toutefois, elle constituerait un réel progrès et ne serait pas pleine de désavantages. N'y aurait-il pas quelque inconvénient à fondre des organes à but nettement déterminé dans la masse des associations, dont la fin peut être si variable ? Ce serait sans doute entraîner le législateur à refuser de nouveaux avantages aux syndicats et, somme toute, empêcher toute extension du champ de leur activité. Un tel système constituerait selon nous, une véritable régression, et c'est pourquoi nous sommes partisans du maintien de la loi de 1884 à titre distinct.

SECTION DEUXIÈME

Des Conditions d'existence des Unions

En même temps qu'elle consacrait l'existence des syndicats, la loi du 21 Mars 1884 a admis les unions de syndicats « à la vie légale ». A vrai dire, elle n'a fait que « régulariser » une situation de fait qui existait depuis longtemps. A Paris, « l'Union nationale du Commerce et de l'Industrie » comptait, en 1885, 107 Chambres syndicales particulières, et le groupe de la Sainte-Chapelle réunissait les vingt industries du bâtiment.

Ce ne fut pas sans difficulté d'ailleurs que la légalité des unions fut reconnue. M. Béranger, au Sénat, se posa en détracteur acharné. Il redoutait, dit-il, « la création possible d'une fédération ouvrière couvrant

toute la France, comprenant trois millions de membres, véritable armée ayant des ressources, une discipline, une direction unique et constituant un véritable Etat dans l'Etat ».

Que penser de ces appréhensions ? « C'était là, déclarent MM. Ledru et Worms, une chimère, un fantôme contre lesquels protestait l'expérience d'un passé déjà long et auxquels il était déraisonnable de sacrifier une institution qui avait rendu de réels services, éclairant patrons et ouvriers sur les conditions de la production, sur les prix de revient, faisant comprendre aux uns et aux autres quelle devait être l'influence de ces conditions sur le salaire, prévenant ou arrêtant les grèves commencées par un corps de métier au nom des métiers analogues qui se trouveraient directement atteints ».

A l'encontre de M. Béranger, MM. Tolain et Waldeck-Rousseau se firent les champions des unions. Malgré tout un luxe d'arguments et de faits, le Sénat leur eut certainement refusé toute existence sans une poussée très forte de l'opinion. Il est vrai que le texte adopté met les unions dans une situation tout à fait inférieure. Elles n'ont, en effet, aucune personnalité civile et, cependant, elles sont soumises quant à leur composition et quant à leur objet à des conditions à peu près identiques à celles imposées aux syndicats eux-mêmes.

D'abord, les unions ne peuvent se former qu'entre syndicats régulièrement constitués, c'est-à-dire ne comprenant, suivant l'article 2, que des personnes « exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés ».

Les unions, d'autre part, ne sauraient poursuivre un but autre que celui assigné par l'article 3 aux syndicats : « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Enfin, elles se voient soumises à une large publicité. Elles doivent indiquer les noms des syndicats qui les composent en déposant leurs statuts soit à la mairie, soit à la Préfecture de la Seine à Paris.

On s'est demandé avec juste raison si les autres formalités imposées aux syndicats s'appliquent aussi aux unions. La circulaire Waldeck-Rousseau répond par l'affirmative. Il faut en conclure que :

1^o L'union doit faire connaître le lieu où elle tient son siège ;

2^o Le renouvellement du dépôt des statuts s'impose à chaque changement dans la direction ou l'administration ;

3^o Les administrateurs doivent être des Français, jouissant de leurs droits civils.

SECTION TROISIÈME

De la Capacité civile des Syndicats professionnels

La loi du 21 Mars 1884 n'accorde pas explicitement aux syndicats la personnalité juridique. Mais il est incontestable qu'ils en jouissent, aux termes de l'article 6 :

« Les syndicats de patrons et ouvriers, dit ce texte, auront le droit d'ester en justice ;

« Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations ;

« Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ;

« Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ;

« Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail ;

« Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité ;

« Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie ».

A l'époque où la loi sur les syndicats fut adoptée, cet ensemble de prérogatives conférées aux organes professionnels constituait une faveur considérable. Les associations privées ne jouissaient jusque-là de la personnalité civile que si elles avaient été reconnues par le Gouvernement comme établissements d'utilité publique. Elles ne pouvaient, en outre, recevoir des dons et legs qu'avec l'autorisation administrative, en vertu de l'article 910 du Code civil.

Le projet gouvernemental semblait soumettre les syndicats au même régime de reconnaissance préalable s'ils entendaient bénéficier de la capacité juridique. La Commission de la Chambre rejeta une telle nécessité. « Elle a considéré, déclarent MM. Ledru et Worms, qu'il était impossible aux syndicats d'atteindre

le but de leur institution, de défendre les intérêts matériels de la profession, d'influencer, en créant des caisses de résistance, sur les conditions de salaire, sur le nombre des heures de travail, sur l'extension des facilités accordées ou refusées aux travailleurs dans l'exercice de la profession, de fonder des bibliothèques, des cours d'instruction professionnelle, des caisses de secours mutuels, sans jouir au moins de certains attributs de la personnalité civile ».

SOUS-SECTION I

La personnalité civile envisagée en elle-même

« La personnalité civile, d'après M. Waldeck-Rousseau, c'est la fiction légale en vertu de laquelle une association est considérée comme constituant une personne distincte de la personne de ses membres, et en qui réside la propriété des biens de la société ». M. Trarieux la définissait de son côté : « la constitution d'un être moral qui a le droit d'acquérir, de posséder, de disposer d'une manière générale, de transmettre, de compromettre, de jouir, en un mot, de tous les droits civils que peut avoir dans notre société la personne majeure et reconnue par la loi ».

Ces définitions ne sont qu'une application pure et simple des théories de nos anciens jurisconsultes.

Domat (L. civiles, liv. prélim. titre II, section III, § 15) écrit « Les corps et communautés, tels que sont les

chapitres, les universités, les monastères... les corps de ville, les corps de métiers... sont établis pour former des sociétés utiles ou à la religion, ou à la police et tiennent lieu des personnes, qui ont leurs biens, leurs droits, leurs privilèges ».

Pothier, très net, dira un peu plus tard : « Les corps et communautés établis suivant les lois du royaume sont considérés dans l'Etat comme tenant lieu de personnes : *veluti personam sustinent* ; car ces corps peuvent, à l'instar des personnes, aliéner, acquérir, posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger, obliger les autres envers eux ».

Le Code Civil s'est fait l'interprète fidèle de ces doctrines dans les articles qui règlent le mode d'exercice et l'étendue des droits des personnes civiles. (1) Il est donc hors de doute que la personne morale peut, d'après notre droit moderne, comme elle le pouvait d'après le droit ancien « invoquer et exercer dans leur plénitude comme lui étant tacitement concédés, tous les droits qu'un texte spécial n'aura point totalement écartés ou restreints à son égard ».

Des auteurs ont cependant nié la possibilité de l'assimilation de la personne civile à une personne physique. Laurent, en particulier, s'est évertué à le prouver. Pour lui, seuls les hommes sont des personnes et seuls ils ont des droits ; quant aux personnes dites « civiles » elles ne sont pas de véritables personnes et par suite n'ont pas, ne peuvent avoir de droits. M. Saintelette est aussi catégorique. (1) « Les soi-disant personnes morales, dit-il, ne sont pas des per-

(1) V. notamment les art. 537, 910, 937, 1712, 2045.

(1) Revue critique de Législation, année 1885.

sonnes. Elles sont des choses ». Et, plus loin, il ajoute « il est absurde de prétendre pour les soi-disant personnes morales à la libre autorité et à la pleine capacité des personnes physiques. »

Mais la majorité des juristes ne partage pas cette conception, qui est en contradiction si formelle avec la doctrine traditionnelle. Sans doute, peut-on dire, la personnalité morale est une fiction, mais c'est une fiction d'une utilité indéniable puisqu'elle permet d'expliquer les règles de la propriété collective. Elle aboutit à l'assimilation « d'un être juridique artificiellement créé à une véritable personne physique ». Remarquons d'ailleurs que l'assimilation n'est pas totale. Il est des droits en effet, qui, de par leur nature, ne peuvent appartenir qu'aux personnes réelles : tels les droits de famille. Quand aux autres droits, ils peuvent très bien être exercés par des personnes morales. Ainsi que le dit en termes fort justes M. Jay : « sauf ces restrictions qu'impose la nature même des choses, la personne civile peut légitimement prétendre que le législateur lui a voulu conférer, en lui donnant l'existence, toutes les facultés qui appartiennent aux personnes naturelles. »

Or, telle est bien la doctrine que le législateur de 1884 a entendu maintenir. La loi sur les syndicats n'énumère pas limitativement les facultés qu'elle leur concède. Elle déclare tout net : « Les syndicats de patrons et d'ouvriers auront le droit d'ester en justice; ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. » Et aussitôt elle ajoute une restriction au droit d'acquérir : « Toutefois, ils (les syndicats) ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, bibliothèques et à des

cours d'instruction professionnelle ». C'est bien là, ce semble, une preuve indubitable du maintien de la théorie traditionnelle, car, à moins d'un texte formel, les syndicats jouissent implicitement de tous les droits relatifs au patrimoine.

La circulaire Waldeck-Rousseau ne fait que confirmer cette opinion : « Aucune disposition, dit-elle, ne défend aux syndicats ni de prendre des immeubles à bail, quelqu'en soit le nombre et quelque soit la durée des baux, ni de prêter, ni d'emprunter, ni de vendre, échanger, hypothéquer leurs immeubles. »

De ce bref exposé ressort cette conclusion que le syndicat est bien une personne civile. Il possède à ce titre tous les droits civils reconnus à l'individu majeur, à l'exception cependant de ceux qui, par leur nature, ne peuvent appartenir qu'aux personnes physiques et de ceux que le législateur lui a formellement enlevés.

SOUS-SECTION II

Ses principaux attributs

Nous arrivons ainsi naturellement à envisager dans toute son étendue la capacité juridique des syndicats.

Ses attributs essentiels sont :

- 1^o Le droit d'acquérir des biens sous certaines conditions.
- 2^o Le droit de contracter.
- 3^o Le droit d'ester en justice.

Nous allons les examiner successivement en consacrant à chacun d'eux un paragraphe.

§ 1

Du droit de posséder des Syndicats

L'étendue de ce droit varie avec la nature des acquisitions. Aussi est-il nécessaire de distinguer suivant qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles, de biens acquis à titre gratuit ou onéreux.

A. — ACQUISITIONS A TITRE ONÉREUX

1^o *Meubles*. — Il résulte implicitement du texte de l'article 6 que les syndicats ont toute faculté pour les acquérir d'une manière illimitée. Ils peuvent donc posséder sans limitation des valeurs mobilières (actions, obligations).

2^o *Immeubles*. — La qualité de personne civile reconnue aux syndicats leur conférerait en principe le droit d'acquérir tous les immeubles qu'ils jugeraient bons, si le législateur n'était intervenu pour le limiter. D'après l'article 6, § 3, « les syndicats ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ». Quel est le motif d'une telle limitation ? Il ne faut le chercher que dans la crainte éprouvée par le législateur de voir renaître une main-morte. L'expérience, depuis 1884, est venue démontrer combien était chimérique cette appréhension. Aussi, la plupart des projets modificatifs de la charte syndicale tendent-ils à conférer aux syndicats

la capacité pleine et entière d'acquérir des immeubles à titre onéreux.

On ne saurait toutefois considérer comme étroite la formule de l'article 6. Les syndicats peuvent posséder tous les immeubles qui leur assureront un fonctionnement normal et total. L'acquisition d'un laboratoire par exemple est certainement valable, si elle a pour but de compléter pratiquement les cours d'instruction professionnelle donnée par un syndicat.

B. — ACQUISITIONS A TITRE GRATUIT

Sur ce point s'est engagée une discussion doctrinale entre partisans et adversaires de la faculté pour les syndicats de recevoir des libéralités.

Les adversaires tirent d'abord argument du texte de la loi, qui ne parle pas d'acquisitions à titre gratuit. Ils invoquent aussi l'article 8 comme annulant les libéralités faites contrairement aux dispositions de l'article 6. Ils ajoutent, enfin, que les travaux préparatoires sont en ce sens.

Les partisans de la capacité des syndicats de recevoir des dons et legs répondent à cette argumentation en déclarant que l'interprétation donnée des articles 6 et 8 est mauvaise. Les syndicats n'ont-ils pas tous les droits qui ne leur sont pas formellement enlevés ? L'article 8, d'autre part, ne fait qu'annuler les libéralités d'immeubles qui ne sont pas nécessaires aux réunions, bibliothèques, cours d'instruction professionnelle. Quant à invoquer les travaux préparatoires en faveur de l'inaptitude des syndicats à recevoir à titre gratuit, il semble qu'on puisse tout aussi bien — et sans doute avec plus de raison — les invoquer en faveur de cette

capacité elle-même. Lors de la première délibération à la Chambre, le rapporteur Alain-Targé avait, en effet, déclaré : « Les syndicats ne pourront acquérir que par leurs cotisations ». Le texte adopté par le Sénat le 1^{er} Août 1882 portait (article 4) : « Il leur est interdit de recevoir des dons et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux. Mais le projet, de retour à la Chambre, fut l'objet d'un rapport de M. Lagrange, où l'on pouvait lire ce passage significatif : « La Commission n'a pas cru devoir enlever aux syndicats la faculté de recevoir des dons ». Les divers textes adoptés successivement, à la suite de ce rapport, par les deux Chambres, ne contiennent plus les mots « dons et legs ». Ainsi, la loi de 1884 ne renferme aucune prohibition quant au droit pour les syndicats de recevoir des dons et legs, mais, par contre, elle ne leur concède pas d'une manière formelle. Il en est résulté une certaine incertitude dans la Jurisprudence pendant plusieurs années. Une circulaire du Garde des sceaux, en date du 9 décembre 1889, déclara entachés d'illégalité les statuts des syndicats lorsqu'ils contenaient des clauses relatives au droit de recevoir des dons et legs. Mais la Chancellerie dut revenir bientôt sur sa première interprétation, car elle avait soulevé maintes protestations. Elle reconnut alors que « les clauses susdites ne constituaient pas en elles-mêmes une infraction à la loi de 1884, que les syndicats avaient une entière capacité pour acquérir des meubles, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, mais qu'en ce qui concerne les immeubles, le législateur n'avait autorisé les syndicats à acquérir, que ceux dont la nature est déterminée à l'article 6 » (immeubles de fonctionnement) (1).

(1) C. d'Etat, 5 Janvier 1893.

Malgré un avis contraire du Conseil d'Etat, la thèse de la Chancellerie a triomphé dans de nombreuses décisions judiciaires (1). La majorité de la doctrine s'est aussi prononcée en ce sens. Les syndicats peuvent donc, somme toute, acquérir à titre gratuit : 1^o les meubles d'une manière illimitée ; 2^o les immeubles dans les limites mêmes où ils peuvent les acquérir à titre onéreux.

Une autre question se pose concernant les dons et legs. Les syndicats sont-ils soumis, avant de les accepter, à l'autorisation de l'article 910 du Code civil ? Ce texte décide : « Les dispositions entre vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un décret ». Le problème est donc celui-ci : les syndicats rentrent-ils oui ou non au nombre des établissements publics ou d'utilité publique ? Au cas où il faille les ranger parmi eux, l'autorisation préalable à la délivrance du don ou du legs s'impose.

Les établissements publics ne sont autre chose que « des services administratifs pourvus de personnalité juridique ». Ils se trouvent de ce fait rattachés étroitement aux unités administratives quant à leur personnel et quant à leur budget. Leur constitution exige l'intervention de l'autorité. Ils sont, de plus, soumis à la tutelle administrative pour tous les actes de la vie civile et bénéficient de protections spéciales.

Les établissements d'utilité publique sont, au contraire, des créations d'initiative privée, qui ont reçu

(1) Trib. civil Alençon, 16 Janvier 1894 ; Trib. civil Seine, 16 Juillet 1896 ; Trib. civil Seine, 17 Mai 1905 (B. off. Trav. 1905).

cette qualification en vertu d'un décret individuel rendu en Conseil d'Etat. Ils jouissent de la plus large capacité qui puisse appartenir aux personnes morales du droit administratif et sont affranchis, d'autre part, de toute tutelle. Ils ne sont pas davantage tenus de justifier d'une gestion régulière et de fournir aucun compte. Mais ils ne sauraient cependant, pas plus que les établissements publics, accepter des dons et legs sans autorisation.

Ce bref exposé nous permet de déclarer avec certitude que les syndicats ne rentrent dans aucun de ces deux groupes. Ils ne sont ni établissements publics, ni établissements d'utilité publique, car non seulement ils ne sont pas soumis à la tutelle administrative, mais encore ils ne reçoivent pas leur capacité juridique d'une mesure individuelle du chef de l'Etat.

En réalité, les syndicats se classent au nombre des personnes morales privées au même titre que les sociétés commerciales. A l'instar de ces dernières, ils ont reçu directement de la loi leur personnalité civile. Il leur suffit donc de satisfaire aux conditions mises à leur existence pour qu'*ipso facto* ils constituent des personnes morales. L'autorité administrative — qui n'a pas à intervenir dans leur création — n'a pas davantage à s'immiscer dans leur fonctionnement. La loi a d'ailleurs formellement concédé aux tribunaux judiciaires le droit de prononcer la dissolution du syndicat irrégulièrement constitué ou qui dévierait de son but. M. César Bru a résumé dans une formule lapidaire ce caractère de personne morale privée présenté par les syndicats : « En première ligne, dit-il, le syndicat professionnel reçoit directement de la loi qui l'institue le droit de vivre ; en deuxième lieu, aucune autorisation

ne lui est nécessaire pour jouir de la personnalité civile, ni à aucun autre point de vue ; en troisième lieu, il ne se rattache à aucune personne morale d'ordre administratif : il est donc bien une personne morale privée ».

On peut donc admettre que les syndicats fonctionnent en dehors des règles administratives édictées pour les établissements publics et d'utilité publique et sous la protection du droit commun. Ils peuvent, en conséquence, accepter librement des dons et legs.

Cette manière de voir est corroborée par les lois de 1898 et 1901 relatives respectivement aux sociétés de secours mutuels et au droit d'association en général. Ces textes soumettent les associations qui se formeront sous leur régime à l'obligation d'obtenir l'autorisation administrative pour les acquisitions à titre gratuit. Si le législateur a cru devoir introduire une restriction aussi formelle, c'est donc que le droit commun est la liberté de recevoir des dons et legs. Or, la loi de 1884 ne contient aucun passage de ce genre et par suite les libéralités faites aux syndicats ne sont pas soumises à l'autorisation de l'article 910.

Tel est le sens dans lequel la Jurisprudence s'est enfin fixée, après avoir hésité pendant assez longtemps (1).

(1) V. Trib. civil Seine, 16 Juillet 1896 ; et surtout les considérants du jugement de ce même tribunal, en date du 17 Mai 1905. (B. Off. du Trav. 1905, p. 527).

Du Droit de contracter des Syndicats

Les syndicats régulièrement constitués se voient élevés au rang de personnes civiles, qui ont un patrimoine distinct de celui de leurs adhérents. Ils doivent donc pouvoir l'accroître, le diminuer par l'intermédiaire de leur représentant légal, accomplir librement les divers actes de la vie civile, sous réserves des limitations apportées par la loi. Ce droit pour les syndicats de contracter a été formellement reconnu par les travaux préparatoires et affirmé à nouveau dans la circulaire interprétative du 25 Août 1884. « Aucune disposition, déclare-t-elle, ne leur défend (aux syndicats) ni de prendre des immeubles à bail, quel qu'en soit le nombre et quelle que soit la durée des baux, ni de prêter, ni d'emprunter, ni de vendre, changer ou hypothéquer leurs immeubles. Ils font un libre emploi des sommes provenant des cotisations : placements, secours individuels en cas de maladie, de chômage, achat de livres, d'instruments, fondation de cours d'instruction professionnelle, etc... Les divers actes ne sont soumis à aucune autorisation administrative. Ils seront décidés et réalisés conformément aux règles établies par les statuts ».

La capacité de contracter des syndicats se trouve ainsi être fort étendue. Ils peuvent acheter des meubles sans limitation, des immeubles dans les limites fixées par la loi ; passer des marchés avec des entrepreneurs, des architectes pour l'entretien de leurs immeubles ; vendre, échanger, acheter des collections, en un mot,

accomplir tous les actes qui assureront la marche régulière et complète de l'organe syndical.

De la faculté générale de contracter reconnue aux syndicats découle la possibilité pour eux de participer à la conclusion de contrats collectifs de travail. Le contrat collectif — dont le développement est récent — est un accord qui intervient, soit avant soit après une grève, entre un ou plusieurs patrons ou un syndicat patronal et les délégués de leurs ouvriers ou le syndicat dont ils font partie. Il contient le plus souvent des clauses très diverses (tarifs de salaires, durée du travail, délais-congés, conditions relatives à l'apprentissage et à la suppression des amendes) que les employeurs s'engagent à appliquer dans leurs établissements. C'est à vrai dire une convention-type réglant pour l'avenir les rapports du chef d'entreprise et des salariés embauchés par lui. Comme le fait remarquer avec raison M. Jay « les patrons ne sont pas forcés de faire des contrats de travail, mais s'ils en font, ils sont obligés de ne pas mettre certaines clauses contraires à la convention générale. »

Depuis une vingtaine d'années le contrat collectif tend à prendre un large développement. Il répond en effet à certaines nécessités de l'industrie contemporaine. Aujourd'hui l'usinier qui embauche un individu l'engage aux conditions générales qui s'appliquent à la catégorie dont celui-ci se réclame. « Le directeur d'un vaste établissement, écrit M. de Ronsiers, ne fait guère de marchés de travail individuels avec ses ouvriers : il les paie par groupes. »

Le contrat collectif devient ainsi une nécessité, si l'on ne veut pas que les ouvriers souffrent de conditions draconiennes de la part de l'employeur. Il joue

un rôle non moins bienfaisant entre ouvriers, car il les met à l'abri de la concurrence qu'ils pourraient se faire mutuellement. Mais, pour produire tous ses résultats avantageux, le contrat collectif doit être accepté par tous les représentants d'une même industrie sur une certaine étendue du pays. Autrement il mettrait les rares patrons signataires dans un tel état d'infériorité, qu'ils devraient bientôt le dénoncer sous peine d'aller à la ruine.

Ainsi « le contrat collectif a une incontestable tendance à créer une législation professionnelle plus ou moins directement obligatoire pour tout un métier ». Le syndicat, qui a pris part à sa confection, a généralement une action propre pour en assurer le respect. Il a stipulé pour autrui et il est censé être le mandataire légal des syndiqués. Il est vrai que la Cour de Cassation a d'abord refusé de lui concéder la faculté d'exercer en son nom les droits et actions nés de l'inexécution de la convention collective (1). Mais aujourd'hui la Jurisprudence tend de plus en plus à reconnaître que l'action collective du syndicat se superpose en quelque sorte à l'action individuelle propre à chaque syndiqué lésé car son but est d'assurer la défense de l'intérêt corporatif (2). Nous verrons plus loin que plusieurs des propositions modificatives de la loi de 1884 accordent explicitement aux syndicats le droit de déférer aux tribunaux toute violation de convention collective. L'introduction d'une telle règle est des plus souhaitables : car en même temps qu'elle donnera une force obligatoire plus grande au contrat collectif, elle en assurera une plus large application.

(1) Cassation 1^{er} Février 1893.

(2) C. d'Appel de Lyon, 10 mars 1908 (B. Off. Trav. 1908 p. 452).

§ 3

Du droit d'ester en justice

Le Syndicat, nous le savons, a une personnalité juridique propre. Il est, à l'instar des personnes physiques, titulaire de droits et d'obligations. Il est donc juste qu'il puisse ester en justice pour défendre ses intérêts et qu'inversement on puisse l'y attaquer au cas où il n'exécuterait pas ses engagements. L'article 6 de la loi du 21 mars 1884 reconnaît en termes formels ce droit aux syndicats.

« Les syndicats de patrons et d'ouvriers, dispose-t-il, auront le droit d'ester en justice ».

Mais c'est là une formule d'un laconisme quelque peu déconcertant. Elle ne délimite en rien la sphère où le syndicat peut agir devant les tribunaux. Il s'agit donc de la déterminer aussi nettement que possible en se référant à la fois à l'opinion des auteurs et à la pratique jurisprudentielle.

Tout d'abord, il est un point qui n'offre aucune difficulté : il touche la procédure des actions syndicales. Le syndicat peut les intenter en toute liberté, sans recourir à l'autorisation administrative. D'ordinaire les statuts désignent nommément le syndiqué qui jouera le rôle de mandataire *ad litem*; mais s'ils sont muets, c'est le président ou le secrétaire du syndicat, à son défaut, qui, de plein droit, représente le syndicat en justice. Au cas où le syndicat est défendeur, on applique la règle générale de l'assignation devant le tribunal du domicile de celui-ci.

S'agit-il au contraire de fixer des instances où le syndicat peut intervenir? il est alors impossible de

répondre d'une manière générale. Il y a des actions cependant pour lesquelles aucun doute ne peut s'élever : ce sont celles relatives à la constitution du syndicat et celles touchant le patrimoine.

Il a toujours été admis qu'un syndicat légalement constitué peut poursuivre quiconque tenterait de lui usurper son nom ou de s'en servir pour tromper les tiers (1). De même, il a seul le droit de défendre sa personnalité contre tout individu qui essaierait d'y porter atteinte par diffamation ou injure. Il peut encore, au cas où l'on prononcerait sa dissolution, combattre les conclusions du procureur de la République, prouver qu'il est resté dans la légalité et faire tomber ainsi la sentence qu'il estime injuste.

Il n'est pas moins exact qu'il appartient au syndicat d'assurer la conservation de son patrimoine en agissant, comme demandeur ou défendeur, dans les actions qui le concernent. Ce patrimoine comprend les cotisations dues par les adhérents, les amendes prononcées pour certaines violations des statuts et surtout les acquisitions mobilières et immobilières à titre gratuit ou onéreux.

Quand un syndiqué refuse de payer sa cotisation, le syndicat a tout pouvoir pour en obtenir en justice le versement. En cas de démission, la loi lui accorde le droit de réclamer les cotisations de l'année courante.

Par contre, si le syndicat peut édicter des amendes, il ne peut les demander devant les tribunaux. M. Ribot a donné la raison de cette prohibition, lors de la discussion de la loi. « Il faut permettre aux syndicats,

(1) Trib. Commerce de la Seine 13 Novembre 1885.
C. de Paris, 1^{er} Mars 1888.

« dit-il, de procéder, au moins vis-à-vis de leurs
« membres, par certaines amendes ou interdictions
« dont nous n'admettons pas la validité au point de
« vue du droit civil, mais qui, au point de vue du droit
« pénal, ne peuvent être l'objet d'une incrimination ». Le législateur n'a pas voulu que le syndicat se fit, grâce à certaines clauses des statuts, le tyran de ses adhérents. Toute entrave à la liberté d'action individuelle, par prescriptions, amendes, irait d'ailleurs à l'encontre de l'article 6 du Code civil.

Enfin le syndicat peut intenter toutes les actions relatives à ses biens meubles et immeubles. Si des titres lui ont été volés, il a la faculté de faire opposition dans les termes de la loi de 1872. Inversement, le syndicat peut être poursuivi par ses créanciers, par exemple pour non-paiement d'une dette locative. Il verra de même prononcer la nullité des acquisitions ou des libéralités reçues en dehors de celles autorisées par la loi.

On admet donc sans hésitation que le syndicat peut ester en justice pour la conservation de son patrimoine. Certains auteurs vont plus loin : ils décident que c'est la seule hypothèse où il puisse intervenir comme demandeur ou défendeur. M. Waldeck-Rousseau soutint le premier cette interprétation étroite dans une consultation donnée à propos d'une affaire en concurrence déloyale portant préjudice à l'ensemble de la profession.

« Le syndicat, a-t-il déclaré, envisagé comme per-
« sonne morale, n'est point la somme et, pour ainsi
« dire, la résultante des intérêts privés de chacun de
« ses membres. Il en demeure parfaitement distinct
« et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il

« personnifié sont précisément ceux qui, n'étant le
« patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être
« exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que, par
« là même que les négociants syndiqués sont lésés
« par les actes d'un concurrent, l'association a qualité
« pour agir, ce n'est plus un syndicat qu'on aurait
« devant soi, ce serait une corporation ».

Ainsi donc, dans cette opinion, le syndicat sort de son rôle s'il défend les intérêts généraux, les intérêts collectifs de la profession qu'il représente. La Jurisprudence fit d'abord sienne cette manière de voir (1). M. Planiol défendit à son tour la même théorie (2). « Le syndicat, dit la note, est un instrument d'action collective sur le terrain économique : il ne peut pas et ne doit pas devenir une arme de procédure qui, le plus souvent, romprait l'égalité entre les deux plaideurs ». Et, plus loin, elle ajoute : « S'agit-il de droits individuels, lésions pécuniaires subies par les patrimoines particuliers, qu'il y en ait un ou qu'il y en ait cent mille, peu importe : l'action individuelle ouverte par le droit commun est suffisante, et doit être seule admise. En fait de droits proprement dits, le syndicat n'en a pas d'autres à défendre, que ceux qui constituent le patrimoine de la personne morale, l'actif social ».

À nos yeux, cette interprétation nous paraît bien excessive et ne répond pas au but assigné par la loi aux syndicats professionnels. L'article 3 s'exprime en effet ainsi : « Les syndicats ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commer-

(1) C. d'Aix. 27 Janvier 1887.

(2) D. 1895. 2. 553.

ciaux et agricoles ». Or, la mesure de la faculté d'ester en justice des syndicats n'est-elle pas donnée par cette formule qui, sous ses divers qualificatifs, contient, d'une manière générale, la protection des intérêts professionnels ? Telle est, d'ailleurs, l'interprétation extensive admise par la plupart des auteurs. La Jurisprudence s'y est ralliée peu à peu. Elle a enfin compris que l'intérêt professionnel n'avait pas de défenseur plus autorisé que le syndicat, qu'il était l'organe naturel de la protection des intérêts matériels et généraux de la profession (1).

La Jurisprudence administrative a admis, de son côté, qu'un syndicat peut attaquer devant le Conseil d'État, par voie de recours pour excès de pouvoir, un règlement de police ou des mesures relatives à l'exercice de la profession représentée par le syndicat. Ainsi a été reconnue la recevabilité d'un recours formé par le Syndicat des producteurs de céruse contre les mesures administratives tendant à interdire l'emploi du blanc de céruse (2). Mais s'il s'agit d'un acte négatif individuel (par exemple un préfet refuse d'accorder une dérogation au repos hebdomadaire) la Chambre syndicale n'est pas recevable à se plaindre, car elle n'agit que dans l'intérêt du postulant qui s'est vu refuser l'autorisation.

En règle générale, le syndicat ne saurait intervenir pour protéger les droits individuels de ses adhérents. Les arrêts ne manquent pas en ce sens (3). Il ressort

(1) Cassation 25 Janvier 1910. (B. Off. Trav. 1910, p. 281).

Cassation tts Chambres réunies, 5 Avril 1913.

(2) C. d'État 6 Février 1903.

(3) Trib. civ. Cambrai 1^{er} Août 1901 ; Cassation 13 Février 1909 ; 5 Novembre 1909 ; 7 Mars 1910 ; 21 Avril 1910. Ch. crim. 20 Octobre 1911 ; Tts Ch. réunies 5 Avril 1913.

nettement de toutes ces décisions que l'action n'est recevable que si un préjudice a été causé aux intérêts collectifs, distincts des intérêts individuels des membres du syndicat.

Ce n'est pas à dire cependant qu'on ne trouve pas de sentences contradictoires. L'entente est loin d'être faite, en effet, sur le critérium servant de base à la distinction entre l'intérêt collectif et l'intérêt individuel. Il arrive souvent, dans la réalité, que des droits individuels se mélangent de droits collectifs. Faut-il alors autoriser le syndicat à agir au lieu et place de l'individu lésé ou laisser celui-ci seul maître de sa détermination ? Les tribunaux ont parfois hésité entre les deux solutions. Cette question capitale appelle l'intervention du législateur. Qu'est exactement l'intérêt collectif ? Quelles actions par suite sont permises ou refusées aux syndicats ? Voilà ce qu'il convient de définir avec soin.

M. Capitant s'est efforcé de donner un critérium, qui répondit bien aux intérêts en jeu. A son avis, « l'action présente un intérêt professionnel toutes les fois qu'elle a trait à un acte, qui peut avoir sa répercussion à l'encontre de tous les membres du syndicat. Il n'est pas nécessaire qu'en fait cet acte lèse tous les syndiqués ; quand bien même il ne causerait un préjudice effectif qu'à l'un d'eux, il pourrait néanmoins intéresser toute la profession ». M. Georges Cahen s'exprime à peu près dans les mêmes termes : « Il suffit en quelque manière, dit-il, que l'ensemble des individus exerçant une même profession soient intéressés à intervenir pour que l'action syndicale soit légitime. L'intérêt en ce cas est professionnel. Il peut naître en la personne d'un seul individu sans

« cesser de concerner la généralité de ses confrères ». Voici un patron, par exemple, qui viole vis-à-vis d'un de ses ouvriers les clauses d'un contrat collectif dont il est signataire. Dans cette hypothèse, on voit fort bien, à côté du droit individuel lésé, l'intérêt qu'il y a pour le syndicat à poursuivre ce patron qui manque à ses engagements. La convention collective se trouve en effet menacée dans son application ; si le syndicat peut intervenir, il sauvegarde les droits éventuels des camarades syndiqués, en un mot, il protège l'intérêt collectif.

Nous approuvons entièrement, pour notre part, cette conception. Son adoption constituerait un réel progrès et mettrait fin aux incertitudes dont a souvent fait preuve notre Jurisprudence.

Remarquons, pour terminer sur ce chapitre, que plusieurs lois depuis 1884 sont venues fixer sur certains points le droit d'intervenir en justice de diverses catégories de syndicats.

La loi du 30 Mars 1892 sur l'exercice de la médecine permet aux syndicats de médecins, chirurgiens, dentistes, de se porter partie civile dans les poursuites de faits d'exercice illégal de la médecine.

La loi du 11 Juillet 1906 sur la protection des conserves de sardines, légumes et fruits contre la fraude étrangère, prévoit que les actions peuvent être exercées par les syndicats professionnels régulièrement constitués, représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude. L'article 9 de la loi du 29 Juin 1907 sur le mouillage des vins, reconnaît à « tous les syndicats formés conformément à la loi du 21 Mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et

trafic des vins, la faculté d'exercer les droits reconnus à la partie civile... ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil ».

Enfin, la loi du 5 Août 1908 donne à tous les syndicats agricoles ou commerciaux le droit de se porter partie civile pour les faits de fraude et falsification.

Sans doute, il faut louer le législateur de la prévoyance dont il a fait montre dans ces divers cas. Mais il faudrait que la même tâche fut faite à l'égard de tous les organes syndicaux. Avec un critérium convenable, il serait aisé de fixer nettement les zones respectives de l'intérêt collectif et de l'intérêt individuel. Ainsi on mettrait fin à toutes les controverses qui obscurcissent la question et la rendent si épineuse et si flottante.

APPENDICE

Les Syndicats peuvent-ils faire des actes de commerce ?

Sans entrer maintenant dans la discussion sur le point de savoir s'il est bon et utile pour le syndicat de faire ou non le commerce, il est nécessaire d'exposer ici le régime légal établi à ce sujet par la loi du 21 Mars 1884.

On peut dire d'un mot que ce texte a refusé aux syndicats la faculté commerciale. L'article 3 définit leur objet : « L'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». Or il n'y a rien dans cette formule qui éveille l'idée de lucre, de partage de bénéfices, qui est l'essence même du commerce. Les syndicats sont des organes purement professionnels et, par suite, ils se classent au nombre des associations, c'est-à-dire des groupements sans but lucratif. La Jurisprudence s'est constamment prononcée en ce sens (1).

(1) Trib. Saint-Etienne, 21 Mai 1889 ; Arrêt C. de Cassation, 19 Juillet 1908 (1910. 1. 97) ; Arrêt C. de Nîmes, 1^{er} Juillet 1909.

La loi cependant, dans son intransigeance à refuser aux syndicats le droit de faire des actes de commerce, a admis deux tempéraments principaux.

D'une part l'article 6 alin. 5 leur reconnaît formellement la faculté de créer des bureaux de renseignements et de placements. Ce sont là des opérations qui par elles-mêmes sont réputées commerciales, mais qui rentrent si bien dans le but assigné aux syndicats, qu'on comprend aisément la dérogation admise par le législateur.

L'autre tempérament est beaucoup plus important : il concerne les syndicats agricoles. « Un syndicat agricole, dit M. Grandeau, est une association en vue de l'achat en commun de toutes les matières premières utiles à l'agriculture, dans des conditions qui assurent à la fois la parfaite loyauté des marchés, la pureté des produits achetés et la suppression des dommages résultant de la fraude dont les cultivateurs isolés sont si souvent victimes de la part des vendeurs peu scrupuleux ». Les syndicats agricoles se chargent donc de mettre à la disposition de leurs adhérents les choses nécessaires ou utiles à l'exercice de leur profession. Ils jouent tantôt le rôle de simples intermédiaires entre les syndiqués et les fournisseurs, tantôt le rôle d'acheteurs en gros et de distributeurs à mesure des besoins. La Jurisprudence a estimé qu'il n'y avait pas là acte de commerce, car les syndicats agricoles se contentent de rendre des services sans percevoir le moindre bénéfice. Inversement, ils peuvent se constituer les propres vendeurs de leurs membres à condition bien entendu qu'ils n'agissent pas dans un esprit de lucre.

Cette double faculté paraissait solidement reconnue quand intervint l'arrêt retentissant de la Cour de Nancy de 1907. (1) Il s'agissait en l'espèce d'un syndicat agricole qui avait ouvert une boutique de vente des marchandises les plus variées (épicerie, quaincaillerie, vêtements) au profit de ses seuls membres, sans du reste prélever aucun bénéfice. Cet arrêt a décidé que la vente de ces objets n'avait aucun rapport avec le but que doit se proposer tout syndicat professionnel et condamné les directeurs aux peines de l'article 9. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation (2), confirmant cet arrêt, a déclaré en termes très nets que les syndicats n'ont pas le droit de faire du commerce, pas plus les agricoles que les industriels. Ainsi aujourd'hui — car cet arrêt subsiste dans toute sa rigueur — les syndicats ne sauraient acheter pour revendre à leurs adhérents, car ces actes sont, d'après l'article 632 du Code de Commerce, de véritables opérations commerciales. Ils peuvent, toutefois, comme par le passé, servir d'intermédiaires à leurs membres pour acheter pour leur compte les produits à eux nécessaires ou pour faciliter la vente des produits du sol.

SECTION QUATRIÈME

Des Sanctions à la loi de 1884

La loi du 21 Mars 1884 édicte dans ses derniers articles certaines sanctions civiles et pénales. Elles

(1) C. d'Appel Nancy, 27 Novembre 1907.

(2) Cassation, 29 Mai 1908.

sont la rançon de la capacité reconnue aux syndicats et constituent une sérieuse garantie du respect de la loi dans l'intérêt des tiers et aussi dans celui du syndicat.

L'article 8 dispose : « Lorsque les biens auront été
« acquis contrairement aux dispositions de l'article 6,
« la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra
« être demandée par le procureur de la République
« ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisitions à
« titre onéreux, les immeubles seront vendus et le
« prix en sera déposé à la caisse de l'Association. Dans
« le cas de libéralité, les biens feront retour aux dispo-
« sants ou à leurs héritiers ou ayant cause ».

Il ressort de la rédaction de cet article que la loi sanctionne différemment les violations de l'article 6, suivant qu'il s'agit d'immeubles acquis à titre onéreux ou à titre gratuit. Les immeubles achetés, en dehors de ceux nécessaires au fonctionnement du syndicat, doivent être vendus à la barre du tribunal et leur prix versé à la caisse de l'Association. Quant aux dons d'immeubles qui constitueraient des immeubles de placement, le disposant se les verra restituer; s'il s'agit de legs, les héritiers du *de cujus* pourront rentrer en leur possession, sous la seule condition de justifier de leurs droits. Au cas où le disposant ou les héritiers refuseraient de rentrer en possession, il y aurait lieu à mise sous séquestre ou bien à vente. Dans cette dernière éventualité le prix de l'immeuble vendu serait déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

La sanction pénale se trouve dans l'article 9. Ce texte est des plus clairs. Quand un syndicat viole les prescriptions relatives à l'objet et à la composition du syndicat ou de l'union (article 2), aux personnes ex-

clues de l'administration (article 3), au dépôt des statuts (article 4), à l'interdiction de distribuer des bénéfices (article 6), les directeurs ou administrateurs sont passibles d'une amende de 16 à 200 francs.

Représentants légaux de la personne morale syndicale, il est naturel qu'ils veillent à la stricte application de la loi et supportent les conséquences pénales des illégalités qu'ils ont laissé se commettre.

« Au cas de fausse déclaration relative aux statuts
« et aux noms et qualités des administrateurs ou
« directeurs, l'amende pourra être portée à 500 fr. ». (Art. 9 § 3).

« Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence
« du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions
« d'immeubles faites en violation des prescriptions de
« de l'article 6). (Art. 9 § 2).

Il semble peut-être, au premier abord, qu'il y ait identité entre ce texte et l'article 8 en ce qui touche l'intervention du procureur pour demander la nullité. En réalité l'article 9 § 2 ne fait pas double emploi avec le précédent.

L'article 8 autorise le procureur ou les intéressés à demander devant les tribunaux civils la nullité des acquisitions d'immeubles faites en contravention de l'article 6 § 3.

L'article 9 § 2 permet au contraire, après avoir obtenu la répression pénale de l'infraction commise, de faire prononcer par le tribunal correctionnel la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles autres que ceux de fonctionnement. C'est donc au tribunal correctionnel qu'incombe dans cette hypothèse le soin d'ordonner la vente de l'immeuble

acheté ou la restitution de l'immeuble acquis à titre gratuit.

Que penser des actes accomplis par un syndicat qui ne remplit pas toutes les conditions imposées par la loi? La Jurisprudence, pour sa part, est fort divisée sur cette question. Certaines décisions admettent que les infractions à la loi n'emportent pas la nullité et que celle-ci ne peut résulter que du jugement de dissolution. La Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 25 Novembre 1886 (1) a décidé que le fait de la part d'un syndicat de changer de directeur sans déposer son nom à la mairie n'entraîne pas la nullité.

Mais de nombreuses décisions en sens opposé ont été rendues. Elles ont décidé que le syndicat irrégulièrement constitué, si minime que soit l'irrégularité commise, ne jouit pas de la personnalité civile et que tous ses actes sont entachés de nullité. Le tribunal de commerce d'Alger (2) notamment a reconnu que seuls les syndicats régulièrement constitués peuvent ester en justice. Ils doivent à cet effet effectuer le dépôt des noms des membres du bureau, à chaque époque de son renouvellement (3).

A vrai dire, l'opinion dominante de la Jurisprudence est en ce dernier sens. Elle a sans doute quelque chose

(1) D. 87. 5. 430. V. aussi dans le même sens Trib. correct. Lille 18 Nov. 1903 (S. 1906.2.61); Bordeaux 12 Déc. 1910.

(2) 30 Novembre 898. Annuaire S. P. 10^e année 1898-99, page 543.

(3) V. Trib. civil Nevers 11 Déc. 1901. (Bull. Off. Trav. 1902, p. 616).

Douai 1^{er} Février 1904 (S. 1906.2.57).

Cassation. Ch. crim. 14 Mai 1908. (B. Off. Trav. 1908, p. 572).

d'excessive quand il s'agit d'une violation anodine de la loi (par exemple en cas d'admission au syndicat d'un mineur de 18 ans non autorisé). Il y avait sans doute des distinctions à établir.



CHAPITRE DEUXIÈME

RÉSULTATS DE LA LOI DU 21 MARS 1884

La loi du 21 Mars 1884 a-t-elle répondu entièrement à l'attente de ses auteurs et suscité la création d'un grand nombre de syndicats ? C'est à cette question que nous allons répondre à l'aide de quelques statistiques. Puis un bref exposé du mouvement syndical dans quelques pays étrangers nous fournira un excellent point de comparaison.

Il est assez malaisé de savoir le nombre des associations professionnelles existant au moment du vote de la loi de 1884. M. Garnet, dans son livre sur le socialisme d'État, déclare que Paris comptait à lui seul 185 syndicats patronaux comprenant 25.000 membres. L'Annuaire du Ministère du Commerce (année 1890) donne le total de 175 syndicats ayant une constitution légale au 1^{er} Juillet 1884. Ce chiffre se décompose ainsi :

	Patronaux	Ouvriers	Mixte	Agricoles	Total
Syndicats :	101	68	1	5	175

De 1884 à 1890 le développement des syndicats fut lent et pénible. Les ouvriers manifestèrent de suite une méfiance extrême à l'égard d'une loi que le Congrès ouvrier de Rennes alla jusqu'à qualifier « d'œuvre de police et de réaction ». Les patrons, de leur côté, ne virent pas sans une certaine crainte la concession du droit d'association aux ouvriers. « Du premier jour, » écrit M. Jay, les syndicats ouvriers se sont heurtés à « maints endroits à la malveillance, parfois à l'hostilité ouverte des patrons. De regrettables manœuvres, le refus d'embauchage ou le renvoi d'ouvriers syndiqués ont souvent paralysé leur création ou leur développement ». Et M. Goffinon, ancien industriel, déclarait : « Les patrons n'ont que fort peu compris les bienfaits de l'institution syndicale. Ils n'éprouvent aucun besoin de l'esprit de solidarité et de confraternité ».

Cependant les chiffres donnés par le Bureau des Associations professionnelles au 1^{er} Juillet 1890 sont déjà significatifs. On compte alors 2.755 syndicats, ainsi répartis :

	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles
Syndicats :	1.004	1.026	97	648

Ce qui frappe dans cette statistique, c'est le développement rapide pris par les syndicats agricoles presque inconnus en 1884.

Depuis 1890, le mouvement syndical a pris une ampleur considérable. Il n'est pas d'années où on ne note la création d'un nombre toujours croissant d'organes syndicaux. Le tableau suivant donne une idée de ce large mouvement de groupement :

ANNÉE 1895

(1^{er} Juillet)

	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles	Totaux
Syndicats :	4.622	2.163	173	1.188	5.146
Personnel :	131.031	419.781	31.126	403.261	985.199

ANNÉE 1900

(1^{er} Janvier)

Syndicats :	2.457	2.685	170	2.069	7.081
Personnel :	158.300	492.647	28.519	512.794	1.192.260

ANNÉE 1905

(1^{er} Janvier)

Syndicats :	3.102	4.625	144	3.116	10.987
Personnel :	252.036	781.344	25.863	659.953	1.719.196

ANNÉE 1910

(1^{er} Janvier)

Syndicats :	4.450	5.260	184	4.928	14.842
Personnel :	368.547	977.350	38.005	813.038	2.196.940

ANNÉE 1912

(1^{er} Janvier)

Syndicats :	4.888	5.217	225	5.879	16.209
Personnel :	410.160	1.064.413	46.646	934.317	2.455.536

L'accroissement régulier ci-dessus constaté s'est quelque peu ralenti dans ces dernières années. On note même une diminution du nombre des syndicats ouvriers pour 1913 et 1914. Les syndicats agricoles ont continué au contraire à faire preuve d'une vitalité remarquable.

ANNÉE 1913

(1^{er} Janvier)

	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles	Totaux
Syndicats :	5.063	5.046	223	6.178	16.510
Personnel :	421.566	1.027.059	50.295	976.157	2.475.077

ANNÉE 1914

(1^{er} Janvier)

Syndicats :	4.967	4.846	233	6.667	16.703
Personnel :	403.143	1.026.302	51.111	1.029.727	2.510.283

Ces 16.000 syndicats ne sont pas restés isolés. Ils se sont groupés en unions et fédérations, et bien peu, à

vrai dire, sont demeurés en dehors de ce mouvement (1).

L'activité déployée par les syndicats n'est pas contestable. On peut s'en rendre un compte exact pour peu que l'on considère le nombre des institutions et créations diverses des syndicats industriels et commerciaux. Au 1^{er} Janvier 1914, le total s'en élevait à 8.159, parmi lesquelles on remarque : 1.622 bureaux ou offices de placement, 2.122 bibliothèques professionnelles, 1.041 caisses de secours mutuels, 691 caisses de chômage, 658 cours et écoles professionnelles, 133 caisses de retraites, 754 publications diverses, etc...

Ces statistiques sont certes éloquentes, mais elles montrent nettement en quoi pêche le mouvement syndical en France. Le nombre des syndicats est trop grand relativement au chiffre des adhérents. On peut affirmer sans crainte d'erreur qu'à l'heure actuelle 1/8 à peine de la masse des producteurs est organisée. Nos syndicats, d'ailleurs, ne sont guère riches ; beaucoup ne reçoivent qu'une faible partie de leurs cotisations ; et tous se voient limités dans leurs acquisitions immobilières. Ces constatations apparaissent d'autant plus frappantes au regard des résultats fournis par « le syndicalisme » dans certains autres pays.

En Allemagne, le nombre des membres des syndicats est passé de 995.453 en 1900 à 3.452.055 en 1913. L'avoir des syndicats ouvriers, qui n'était que de 9.380.720 marks en 1900, s'est élevé dans la même période à 102.691.852 marks. En 1913, les syndicats ouvriers allemands ont distribué 18.991.297 marks en secours de grève ; 13.672.381 marks en secours de

(1) V. Annuaire statistique de la France, année 1914.

chômage et 32.189.889 marks en secours divers. Leurs recettes ont atteint cette année-là 92.050.235 marks et leurs dépenses 83.658.514 marks.

Mais l'exemple le plus typique de la force prise par l'idée syndicale est l'Angleterre. Le nombre des unions y est relativement restreint : 1.134 en 1912, mais le chiffre des adhérents a doublé dans l'ensemble de 1896 à 1912, en passant de 1.502.714 à 3.959.863 syndiqués. La puissance des grandes associations anglaises réside surtout dans les ressources considérables dont elles disposent. Les 100 principales unions (elles groupent 60 0/0 des syndicats) ont presque vu doubler leurs recettes en 15 ans :

1896 : 41.388.950 francs ;

1911 : 73.706.375 —

Il en résulte que les unions peuvent dépenser et dépensent en réalité énormément. De 1892 à 1913 les 100 principales unions ont réparti environ un milliard de francs en secours de grève, chômage, maladie, accidents. Leurs fonds de réserve n'ont cessé d'augmenter : de 52 millions en 1896, il a atteint 143.527.750 francs en 1913.

Devant ces constatations, on demeure quelque peu confondus. La loi de 1884 est loin d'avoir produit chez nous de tels résultats ! Aussi, tous ceux qui s'intéressent à un titre quelconque aux idées syndicales, ont-ils demandé depuis longtemps la modification de ce texte. Les uns préconisent l'extension des cadres syndicaux ; d'autres — et ils sont les plus nombreux — estiment que seule l'attribution de la plus large capacité civile sera capable de donner à nos syndicats la force et l'importance des trade-unions anglais.

CHAPITRE TROISIÈME

LES PRINCIPALES PROPOSITIONS MODIFICATIVES DE LA LOI DU 21 MARS 1884

Il n'est guère d'années depuis le vote de la loi sur les syndicats où quelques projets ne soient intervenus en vue d'en modifier la teneur. On en compte, pour le moins, une trentaine (1). Aussi, nous bornerons-nous à étudier les principaux, c'est-à-dire ceux qui présentent, à notre avis, des innovations assez nombreuses pour donner au régime syndical une physionomie nouvelle.

(1) Proposition Bovier-Lapierre, 4 Mars 1886 ; prop. Marcel Barthe, 15 Mars 1886 ; prop. Colfavru, 21 Juin 1886 ; prop. Basly, 14 Janvier 1888 ; prop. Lachèze, 19 Nov. 1889 ; prop. Bovier-Lapierre, 28 Nov. 1889 ; prop. Leveillé, 8 Juillet 1890 ; prop. Fallières, 3 Nov. 1892 ; prop. Deandreis, 12 Nov. 1892 ; prop. Paul Dussausoy, 5 Fév. 1893 ; prop. Sembat, 22 Juin 1894 ; prop.

SECTION PREMIÈRE

La Proposition

Waldeck-Rousseau-Millerand

Cette proposition est la première en date par son importance. Déposée d'abord sur le Bureau de la Chambre par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand le 14 Novembre 1899, elle a été reprise par M. Millerand seul en Octobre 1902. M. Barthou en fut, à cette occasion, le rapporteur, et malgré le remarquable rapport (1) qu'il écrivit sur la question, la proposition n'est jamais venue en discussion.

L'exposé des motifs — qui précède le projet de loi — nous indique qu'il poursuit deux buts : d'une part, étendre la capacité des syndicats ; d'autre part, donner à la loi les sanctions que l'expérience considère comme nécessaires.

Groussier, 28 Mai 1894 ; prop. Barthe, 23 Juin 1894 ; prop. Basly-Lamendin, 12 Nov. 1895 ; prop. Ricard et Mesureur, 4 févr. 1896, prop. Berthet, 14 Nov. 1898 ; prop. Waldeck-Rousseau-Millerand, 14 Nov. 1899 ; prop. Dejeante, 4 Fév. 1901 ; prop. Lemire, 3 Juillet 1902 ; prop. Millerand, 14 Oct. 1902 ; prop. Vaillant, 28 Janvier 1903 ; prop. Henri Michel, 17 Mars 1905 ; prop. Lemire, 12 Juin 1906 et 5 Nov. 1906 ; prop. Vaillant, 30 Nov. 1906 ; prop. Klotz, 15 Nov. 1908 ; prop. Bussat, 26 Oct. 1909 ; prop. Jules Guesde, 6 Déc. 1910 ; prop. Lemire, 15 Déc. 1910 ; propositions Keufer et Touron ; projet Société d'Etudes législatives (session 1911) ; prop. Ratier, Henry Chéron, 19 Mai 1913 ; projet Chéron et de plusieurs de ses collègues, 10 Février 1916.

(1) V. Doc. parl. n° 1.418 ; J. O., p. 66.

§ 1

La loi du 21 Mars 1884, nous l'avons vu, n'autorise les syndicats à acquérir que les immeubles utiles à leur fonctionnement. Le projet que nous examinons actuellement supprime cette restriction. Il accorde aux syndicats le droit d'acquérir à titre gratuit et onéreux, sans limitation et sans condition d'autorisation préalable, des biens meubles et immeubles.

Les unions de syndicats, de leur côté, n'ont reçu de la loi de 1884 aucune capacité civile. « Elles ne pourront, dit le texte, posséder aucun immeuble ni ester en justice. » MM. Waldeck-Rousseau et Millerand leur concèdent au contraire la faculté d'ester en justice et le droit de posséder les immeubles qui « sont nécessaires à leurs Bureaux, à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à leurs cours d'instruction professionnelle, collections, laboratoires, etc... Elles pourront recevoir des dons et legs avec affectation à ces institutions ».

Ces innovations sont, certes, intéressantes, mais on peut se demander : pourquoi ce maintien de la différence de traitement des syndicats et des unions ? Il semble que les auteurs de la proposition n'aient pas oublié les appréhensions manifestées par M. Béranger à l'égard des unions lors du vote de la loi de 1884. Et pourtant quinze années d'expérience devaient dissiper toute crainte à leur sujet ! Aussi nous associons-nous au jugement de M. Martin Saint-Léon quand il déclare : « regretter qu'on ait cru devoir restreindre aux seuls immeubles nécessaires à leurs bureaux, réunions, etc., les placements immobiliers permis aux unions ».

L'affectation forcée des dons et legs ne se comprend pas davantage. On ne peut voir là qu'une manifestation d'un reste de méfiance à l'égard des fédérations.

Comment a été accueilli ce projet d'extension de capacité dans les milieux syndicalistes ? En général plutôt mal. Le Congrès des Bourses de travail réuni en septembre 1903, a condamné formellement la proposition Millerand. « Considérant, dit le manifeste, que le droit d'ester en justice accordé aux unions de syndicats, loin d'être pour elles un accroissement de liberté, est le meilleur moyen que puisse trouver le gouvernement de les frapper, puisque ce droit les soumettra à la réparation civile à laquelle elles échappent sous le régime actuel ». C'est là en effet le point noir pour beaucoup de syndicalistes militants : que les organes syndicaux bénéficient de la plus large capacité, soit ! mais, par contre, ils ne doivent supporter aucune responsabilité.

Une autre innovation du projet Waldeck-Rousseau-Millerand touche la faculté reconnue aux syndicats comptant plus de 7 membres de faire des actes de commerce et de créer des sociétés à responsabilité limitée régies par les lois du 24 Juillet 1867 et du 1^{er} Août 1893. Ces lois ne s'appliquent d'ailleurs pas dans toutes leurs dispositions. En principe, les membres du Conseil d'administration d'une société commerciale doivent être personnellement actionnaires. Or, notre proposition autorise le syndicat à posséder à lui seul la totalité du capital de la société. Les syndiqués par suite « auront le droit d'être administrateurs sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires. » Mais on revient à l'application des règles générales

pour la détermination du moment où la société est définitivement constituée.

Cette orientation du syndicat dans la voie commerciale a été diversement appréciée.

Les milieux corporatifs où prévaut le programme de « la lutte des classes » ne veulent pas de la capacité de faire des actes de commerce. « Le jour où un syndicat possédera, a-t-on dit, il changera d'attitude vis-à-vis des patrons ». Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas vu d'un meilleur œil cette innovation. M. Touron l'a déclarée « inutile » et « dangereuse ». M. Martin Saint-Léon la considère comme « une invite indirecte pour les syndicats de tenter fortune ». Il estime, en outre, que l'exercice du commerce par un syndicat — s'il n'est pas dangereux pour les tiers qui connaîtront son exacte solvabilité — est plein d'inconvénients pour lui-même. Voici les raisons qu'il donne de ses appréhensions.

D'abord la pratique commerciale détournerait le syndicat de son véritable but. « Orienter le syndicat vers la carrière commerciale, dit-il, c'est le faire dévier de sa route naturelle, c'est altérer la conception essentiellement idéaliste et sociale, celle du syndicat, en la mélangeant avec une toute autre conception, celle-là au contraire nécessairement intéressée et matérialiste : celle de l'entreprise commerciale ».

D'ailleurs le syndicat n'est nullement préparé aux affaires. Il manquera d'expérience et de crédit et par suite s'il arrive que la société syndicale de commerce sombre (ce que M. Martin Saint-Léon estime inévitable) « il sortira affaibli, diminué matériellement et qui pis est, moralement d'une telle crise ».

L'exercice du commerce, ajoute-t-il, ne pourra qu'entraîner des divisions au sein des travailleurs. « Chaque syndicat voudra avoir sa société de commerce : ce qui amènera une concurrence effrénée entre les organisations ouvrières ».

Enfin si un syndicat parvient à s'affranchir grâce au commerce, il risquera fort de devenir un organe tyrannique, empêchant des adhésions nouvelles et dominant les autres organisations de la toute puissance de sa situation privilégiée.

En un mot vouloir accorder la capacité commerciale aux syndicats c'est vouloir « altérer le caractère et fausser la conception du syndicat ouvrier ».

Un catholique social, M. Duthoit, a défendu avec vigueur, la thèse diamétralement opposée. Le syndicat, à son avis, doit jouir de la capacité juridique la plus étendue et notamment de la liberté complète de faire le commerce. Cette solution assurerait, pense-t-il, le développement intégral de la vie corporative. Le syndicat commerçant ne se trouverait-il pas de ce fait en possession de ressources considérables qui lui permettraient d'organiser des caisses de chômage et de prévoyance, largement pourvues ? La pratique du commerce ne mettrait-elle pas le syndicat en face des contingences et des réalités ? Il jugerait sans doute moins sévèrement les directeurs d'entreprises quand il aurait constaté par lui-même les difficultés inhérentes à la pratique commerciale. M. Duthoit fait bon marché de l'objection de M. Martin Saint-Léon, pour qui l'exercice du commerce détournerait le syndicat de sa véritable mission. « Une véritable division du travail s'opérerait au sein du syndicat. Aux uns serait confiée la « représentation extérieure des intérêts de la profes-

« sion ; à d'autres seraient réservées les fonctions arbitrales ; à d'autres l'organisation de l'apprentissage et des cours professionnels ; à d'autres, enfin, la direction des services d'ordre commercial ou industriel ». Mais M. Duthoit n'admet pas l'irresponsabilité pécuniaire du syndicat. A ce propos il pose le dilemme suivant : « Vaut-il mieux pour soustraire les syndicats à toute chance de perte, les river à la médiocrité ou, au contraire, leur permettre d'assurer certaines responsabilités et par là d'atteindre un complet développement » ?

Quelle thèse semble préférable ? Pour notre part nous sommes partisans de la faculté pour les syndicats de faire le commerce.

Mais nous faisons une restriction quant à son exercice direct. Nous pensons avec M. Boissard que le régime du parallélisme de la société commerciale et du syndicat présente une réelle supériorité par rapport au régime de fusion de ces deux organes. Et, en effet, si les institutions coopératives prospèrent, la caisse syndicale pourra en bénéficier ; mais si à l'inverse les coopératives périclitent, le syndicat n'en subira pas le contre-coup. Ainsi tombe d'elle-même l'objection de M. Martin Saint-Léon quant aux conséquences matérielles et morales de l'exercice direct du commerce par le syndicat. M. Duthoit ne se fait-il pas, par ailleurs, illusion quand il croit à la division intelligente du travail entre les principaux chefs syndiqués. L'expérience prouve que ce sont les mêmes hommes qui dirigent à la fois le syndicat et les institutions annexes. Si nous admettons par conséquent la pratique directe du commerce par le syndicat, il n'est pas douteux que les chefs du groupement syndical seront aussi les directeurs de

la société commerciale. Dans ces conditions, où le syndicat ne remplira pas son but essentiel, ou la coopérative ira à la ruine. La pratique du parallélisme assurera tout au contraire la distribution forcée des directions et leur remise aux mains des plus aptes.

§ 2

Nous avons dit que le projet Waldeck-Rousseau-Millerand prévoyait aussi des sanctions nouvelles. Déjà la proposition Bovier-Lapierre de 1886 entendait modifier la loi de 1884 sur ce point.

« Quiconque, disposait l'article unique, sera convaincu d'avoir par dons ou promesses, violences ou voies de fait, menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, entravé ou troublé la liberté des associations syndicales professionnelles et empêché l'exercice des droits reconnus par la loi du 21 Mars 1884, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cent à deux mille francs ».

Ce texte, bien que présenté à plusieurs reprises devant la Chambre, ne fut jamais adopté. La principale raison de son rejet réside dans la disproportion existant entre fait prévu et la sanction qui est pénale.

Le projet que nous examinions s'est montré plus modéré. Il restreint l'application de la loi pénale aux cas où les faits quasi-délictueux sont accompagnés de circonstances constitutives du délit. Ces circonstances ne sont autres que celles prévues à l'article 414 du Code pénal, c'est-à-dire les violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses.

« Sera puni des peines prévues par l'article 414 du Code pénal quiconque par l'un des moyens énumérés

au dit article... aura obligé ou tenté d'obliger une ou plusieurs personnes, soit de sortir du syndicat, soit d'en faire partie ». (Article 11).

Il n'y a, par contre, qu'un délit civil au cas « d'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi, par voie de refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit prononcée par le syndicat dans un but autre que d'assurer les conditions du travail fixées par lui et la jouissance des droits reconnus aux citoyens par les lois ». La partie lésée a droit à l'action en réparation du préjudice causé et le syndicat dont elle fait partie pourra l'exercer en son lieu et place, s'il y a difficulté de la part du patron à l'exercice des droits reconnus aux syndiqués par le projet modificatif.

Comme nous avons pu nous en rendre compte, la proposition Waldeck-Rousseau-Millerand présente de réels mérites. Par la netteté et la largeur de ses vues, elle fait du syndicat un être doué de facultés nouvelles considérables. Elle méritait, certes, d'être discutée et adoptée, sinon dans toutes, tout au moins dans ses dispositions essentielles. La vie corporative en eut été amplifiée : ce qui ne pouvait présenter que des avantages pour la collectivité et le monde du travail.

SECTION DEUXIÈME

La Proposition Lemire

M. Lemire — qui est un spécialiste des questions sociales — a déposé en 1902 et repris en 1906 et 1910 un projet tendant à modifier la loi de 1884. Il s'est

inspiré directement des résolutions adoptées par les catholiques sociaux dans la réunion des revues de 1899.

Il entend, en premier lieu, donner une extension considérable au droit syndical. D'après la loi du 21 Mars 1884, le droit de se syndiquer n'appartient pas :

- 1^o Aux professions libérales ;
- 2^o Aux employés et ouvriers de l'Etat ;
- 3^o Aux anciens employés et ouvriers qui n'exercent plus directement la profession.

L'article 2 de la proposition Lemire fait table rase de ces prohibitions. « La présente loi, dispose-t-il, est applicable aux professions libérales et aux employés et ouvriers de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui ne détiennent aucune portion de la puissance publique.

« Sont réputés continuer l'exercice de leur profession, ceux qui cessent de l'exercer activement :

- a) Pour cause de maladie ou d'invalidité ;
- b) Pour prendre leur retraite ;
- c) Pour remplir une fonction dans l'administration d'un syndicat ou d'une union de syndicats de leur profession.

« Sont regardés comme n'ayant pas cessé l'exercice de leur profession les employés et salariés :

- a) Qui sont en état de chômage collectif, volontaire ou involontaire ;
- b) Qui, étant sans emploi, sont inscrits sur la liste d'un Bureau syndical de placement de la profession.

« Les membres d'un syndicat qui cessent d'exercer la profession, sans être dans un des cas prévus ci-dessus, perdent leur qualité de syndiqué et sont d'office réputés démissionnaires ».

Le projet Lemire tolère en outre l'admission dans le Bureau du syndicat de personnes étrangères à la profession. Leur nombre toutefois ne peut pas dépasser le 1/3 du chiffre total des membres du Bureau. Cette innovation présente pour M. Lemire le grand avantage de faire remplir certains postes de la direction par des spécialistes en la matière.

Les attributions des syndicats se voient, de leur côté, assez sensiblement modifiées. Le texte qui définit leur but : « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » est remplacé par la rédaction suivante : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts de la profession et des intérêts professionnels individuels des syndiqués ». Une telle modification prouve, semble-t-il, que M. Lemire a été animé de la crainte de voir les syndicats faire des actes de commerce et de l'espoir que, s'occupant des intérêts professionnels individuels, ils attireraient à eux une foule de travailleurs, hostiles à l'idée syndicale.

Les unions reçoivent, à l'instar du projet Waldeck-Rousseau, le droit d'ester en justice, de posséder des biens meubles et les seuls immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles se proposent. De même « elles pourront recevoir des dons et legs affectés à ce but ». En somme, c'est toujours la même crainte à l'égard des unions : ou veut bien leur concéder certains droits, mais on en limite strictement la portée de peur qu'elles n'en mésusent !

Les syndicats, par contre, ne sont guère favorisés. M. Lemire redoute que la concession du droit de posséder sans limitation ne les détourne de leur véritable

et normale destination. « C'est, croyons-nous, une règle de sagesse, lit-on dans l'exposé des motifs, qui fait enfermer le droit de posséder dans la sphère même des attributions du syndicat et dans l'exercice de la profession ». Et dans cet esprit, il propose un article 6 ainsi conçu : « Les syndicats professionnels ont le droit d'acquérir, à titre gratuit ou onéreux, les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'ils se proposent, ainsi que les produits nécessaires à l'exercice de la profession et les immeubles, jardins ou maisons, destinés à leurs membres ». Ce texte, à notre avis, constitue une régression quant à la limitation nouvelle qu'il apporte, ce semble, à la faculté d'acquérir, déjà si étroite de la loi de 1884. Le régime actuel, en effet, ne restreint que les acquisitions immobilières. Or, l'article 6 ci-dessus limite de même le droit de posséder des meubles, car il décide que les syndicats ne peuvent acquérir que « les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'ils se proposent ». Si telle est vraiment la pensée de M. Lemire, cette restriction marque un recul sensible. Elle n'est en rien compensée par le droit pour les syndicats de posséder « les immeubles, jardins ou maisons, destinés à leurs membres ».

Notons, cependant, l'octroi de deux facultés nouvelles. D'une part, l'obligation pour les Commissions législatives des Chambres de consulter les syndicats avant l'adoption de tout projet de loi se rattachant à leur spécialité. Le projet consacre d'autre part le droit pour le syndicat « de conclure des contrats collectifs relatifs aux conditions du travail, en poursuivre l'exécution et obtenir des dommages-intérêts en cas d'inexécution de ces contrats... et exercer les actions indivi-

duelles appartenant à leurs membres, en matière professionnelle ».

Le projet Lemire substitue, au droit pour le syndiqué démissionnaire de rester membre des sociétés de secours mutuels et de retraites du syndicat, la faculté pour celui-ci de l'en exclure moyennant une indemnité correspondant à ses versements.

Enfin l'article 10 stipule : « Le refus d'embauchage ou le renvoi motivés par affiliation à un syndicat déterminé ouvrent à ce syndicat la faculté de mettre en interdit un établissement, sans encourir une responsabilité civile ou pénale ». C'est là une application de la théorie de l'abus de droit et une sanction légitime de la liberté individuelle.

En résumé, cette proposition, si intéressante qu'elle paraisse au premier abord, laisse fort à désirer. Sans doute elle élargit considérablement les cadres syndicaux — et à ce point de vue elle mérite toute approbation — mais, par contre, elle réduit singulièrement la personnalité juridique du syndicat. Aussi cela suffit-il à la condamner à nos yeux.

SECTION TROISIÈME

La Proposition Vaillant

M. Vaillant est un partisan convaincu de la faculté d'association la plus complète. Il entend donner à tout individu, quelle que soit sa profession, le droit de se syndiquer. L'article 2 de son projet se trouve être, par suite, d'une largeur quelque peu stupéfiante : « Les syndicats ou associations professionnelles, quelle que

soit la fonction publique ou privée, le nombre, le sexe, la nationalité de leurs membres, et quelle que soit la profession qu'ils exercent, tous les salariés, employés ou fonctionnaires de l'État, des départements et des communes, comme ceux de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, pourront, ainsi que leurs unions et fédérations et leur confédération, se constituer, s'organiser librement sans l'autorisation du gouvernement ».

Il y a là, à notre avis, un manque de mesure : tout au moins en ce qui touche l'attribution du droit syndical à tous les fonctionnaires sans exception. M. Vaillant est trop radical. Il veut la liberté, toute la liberté, mais encore faut-il qu'elle ne soit pas une cause de trouble, d'arrêt du grand mécanisme qu'est l'État.

Nous n'approuvons pas davantage la suppression de l'obligation du dépôt des statuts et du nom des administrateurs. Le syndicat pourrait de cette manière dévier librement de sa voie, manquer à sa mission, quoique la proposition affirme lui en assigner une. Elle la définit : « l'étude, la défense et le progrès des intérêts professionnels, corporatifs, économiques et sociaux ».

La faculté d'acquérir des biens meubles et immeubles est concédée aux syndicats de la façon la plus absolue. Mais, par une contradiction évidente et voulue, M. Vaillant leur refuse le droit d'ester en justice. Ainsi voilà des organes qui pourront posséder sans limitation ; mais qui, par contre, ne pourront jamais être l'objet d'aucune poursuite au cas où ils manqueraient à leurs obligations ! Cette situation est exorbitante du droit commun. La liberté n'appelle-t-elle pas la responsabilité ? les droits n'engendrent-ils pas des devoirs ? M. Vaillant s'est fait l'écho des craintes

manifestées lors du Congrès des Bourses du Travail de 1900 à propos de l'attribution de la capacité civile aux Unions. L'exposé des motifs, qui précède sa proposition, est net à cet égard : « Ni capacité commerciale, y
« lit-on, ni personnalité civile pour le syndicat, qui doit
« rester l'organe des revendications professionnelles,
« économiques et sociales de la corporation et de la
« classe ouvrière organisée, qui doit rester aussi à
« l'abri des poursuites patronales et des tribunaux qui
« le dépouilleraient et le ligotteraient, annulant la part
« qu'il a déjà conquise du droit de coalition pour lutter
« et vaincre ».

Une telle conception n'a rien de juridique. Il n'est pas admissible que, sous le seul prétexte qu'un syndicat pourrait être ruiné à la suite d'une poursuite intentée contre lui, il puisse être déclaré « irresponsable » civilement.

M. Barthou a fait de la proposition Vaillant une critique sévère, mais que nous estimons très juste (1). Aussi nous permettrons-nous d'en reproduire le passage essentiel :

« La conception de M. Vaillant consiste à accorder
« aux syndicats professionnels tous les droits et la
« capacité juridique la plus étendue, sans que les
« droits et cette capacité s'accompagnent d'une respon-
« sabilité quelconque. Non seulement, en effet, cette
« proposition fait disparaître toutes les dispositions
« pénales qui ont pour objet d'assurer le respect de la
« loi, mais elle rendrait impossible toute réparation
« civile.

« On se demande ce que serait, avec un pareil

(1) V. Action Syndicale.

« système, la situation des syndicats professionnels
« envers les tiers. Comment ces syndicats pourraient-
« ils posséder des immeubles, recevoir des dons et
« legs, sans faire valoir les droits que cette capacité
« leur confère, et comment feraient-ils valoir ces droits
« s'ils ne jouissaient de la personnalité civile, de la
« faculté d'ester en justice ?

« Le système proposé par M. Vaillant renferme des
« contradictions insolubles. J'estime que pour les syn-
« dicats, comme pour toute autre association, la liberté
« doit avoir pour corollaire la responsabilité ».

Et M. Barthou, pour montrer tout le danger qui
pourrait résulter pour les syndicats eux-mêmes de
l'adoption de cette proposition, ajoutait sans ambages :
« Même si elle était susceptible de revêtir une forme
« juridique, l'omnipotence tyrannique et irresponsable,
« dont on veut gratifier les syndicats professionnels,
« serait le plus redoutable cadeau qu'on put leur faire.
« Elle susciterait contre eux des hostilités, cette fois
« légitimes, sous lesquelles ils succumbraient, et pour
« vouloir demander à leur institution ce qu'elle ne
« doit pas donner, on compromettrait les résultats
« qu'on en peut attendre ».

SECTION QUATRIÈME

Les

Propositions de la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail

La session du Conseil supérieur du Travail de
novembre 1909 a été consacrée à l'examen de deux
propositions portant modifications à la loi de 1884.

L'une, présentée par M. Keufer, émane des représentants ouvriers ; l'autre a fait l'objet d'un rapport de M. Touron, au nom des patrons composant la Commission permanente. Nous nous trouvons là en présence de deux projets entièrement opposés et, à ce titre, ils méritent d'être étudiés ensemble.

§ 1

La Proposition ouvrière

Elle repousse, avant tout, l'assimilation du régime des syndicats avec celui des associations. Elle estime, à juste titre semble-t-il, qu'une telle fusion ferait perdre aux syndicats de leur homogénéité et, partant, de leur autorité. Mais s'il plait à un syndicat de se constituer sous le régime de la loi de 1901, le projet ouvrier lui en reconnaît la faculté. (Art. 1 § 2).

Les cadres syndicaux se voient profondément remaniés. L'article 2 donne à tous les fonctionnaires, sans exception, le droit de se syndiquer et permet la formation de syndicats comprenant les professions les plus diverses. Cette reproduction de la proposition Vaillant ne nous paraît pas heureuse. Le syndicat hétérogène ne peut pas, croyons-nous, faire œuvre utile, atteindre à son but, car il manque nécessairement de compétence. On peut donc se demander avec M. Touron si les syndicats cessant d'être des associations professionnelles, il y a lieu de leur accorder des faveurs que la loi de 1901 refuse aux associations ordinaires.

L'objet des syndicats est désigné d'une manière vague : c'est « l'étude et la défense des intérêts économiques et professionnels ». Une telle formule n'est pas sans donner lieu à controverses, car elle fait du syn-

dicat l'organe des intérêts les plus divers, souvent contradictoires.

En principe, la formalité du dépôt des statuts s'effectue à la mairie du lieu où le syndicat a son siège social — ce qui est une garantie suffisante de publicité. Or, le projet des représentants ouvriers semble vouloir envelopper cette déclaration d'un certain mystère, en décidant qu'elle pourra se faire à trois endroits : ou au chef-lieu du département, ou à la sous-préfecture, ou, comme dans le système actuel, à la mairie. Ce régime ne peut que favoriser toutes les fraudes, engendrer la création d'organes syndicaux, occultes en fait.

L'assimilation totale des unions aux syndicats quant à leur constitution et aussi quant à leurs droits est proclamée par l'article 5. M. Touron la trouve exorbitante. A vrai dire, elle ne l'est guère, si l'on veut bien considérer avec quelle parcimonie le projet accorde la personnalité civile aux syndicats. C'est ni plus ni moins le maintien des limitations apportées aux acquisitions immobilières par la loi de 1884. Aucune capacité commerciale n'est d'ailleurs reconnue aux syndicats. Ils ont tout au plus la faculté d'acheter, pour les répartir entre leurs membres, les outils, matières et objets nécessaires à l'exercice de la profession.

Anti-libérale sur le droit de posséder, la proposition innove sur certains points. Elle autorise par exemple le syndicat à saisir le juge de paix de toute instance en ouverture de la procédure de conciliation et d'arbitrage en matière de différends collectifs. Elle concède de même, d'une manière formelle, le droit pour les syndicats d'intenter toutes les actions relatives à l'application des clauses des contrats collectifs dans lesquels ils auront été parties.

Les sanctions édictées contre la violation de la loi ne sont autres que celles du texte originaire : l'amende et aussi la dissolution.

Les articles 414, 415 et 416 du Code pénal sont, par contre, abrogés. Le rapport Barthou, sur la proposition Millerand, avait déjà conclu en faveur de leur suppression, bien que le projet rapporté renforça au contraire la protection contenue dans ces textes. Pour M. Barthou, ils font double emploi avec les articles 309 à 313 du Code Pénal et, par suite, au lieu de constituer une protection nouvelle contre les atteintes à la liberté du travail, ils sont simplement une aggravation du droit commun. Leur abrogation se justifierait ainsi d'elle-même. Mais tel n'est pas l'avis de M. Touron, pour qui les articles 414 et 415 punissent des faits non prévus aux articles 309 et suivants. « Ces articles, dit-il, sont la sauvegarde des sages contre les violents en permettant d'atteindre ceux qui poussent les autres au désordre et à la violence et contre lesquels les articles 309 à 313 resteraient impuissants ». Nous partageons sans hésitation l'opinion de M. Touron. Nous ne croyons pas, en effet, qu'aucune assimilation ne soit possible entre les délits spéciaux d'atteinte à la liberté du travail et à la libre détermination des salaires et les délits généraux pour coups et blessures, violences et voies de fait.

Le projet ouvrier accorde enfin, à l'instar de la proposition Waldeck-Rousseau, l'exercice de l'action en réparation du préjudice causé à la partie lésée en cas d'entrave volontairement apportée... à l'exercice des droits reconnus par la présente loi ou de mise en interdit abusive de la part du syndicat.

Somme toute, cette proposition contient, à côté de modifications très hardies, des solutions trop restrictives. Elle ne marque pas, à vrai dire, le moindre progrès dans la voie des innovations heureuses et fécondes.

§ 2

La Proposition patronale

A l'inverse de M. Keufer, M. Touron s'est fait le chaud partisan de la soumission des syndicats au régime de la loi de 1901 : « Nous nous sommes pénétrés de cette idée, dit-il, que dans un pays visant à l'égalité, la loi devrait être une pour toutes les associations comme pour tous les citoyens, et c'est pourquoi l'application du droit commun aux syndicats nous apparaît comme la seule solution logique ». Nous ne suivrons pas M. Touron dans son raisonnement, car s'il entend régir les syndicats d'après la loi générale sur les associations, c'est surtout parce qu'elle présente, de son propre aveu, des sanctions plus sérieuses. L'assimilation, pour nous, présenterait plus d'inconvénients que d'avantages. Elle ferait perdre aux syndicats la faculté de recevoir des dons et legs sans autorisation : ce qui constituerait une entrave sérieuse au développement du patrimoine syndical. Fondus dans la masse des associations, les syndicats ne sauraient d'ailleurs bénéficier de faveurs spéciales, utiles et peut-être nécessaires, sans que du même coup tous les groupements ne soient appelés à en profiter. Une telle éventualité ne pourrait qu'amener le législateur à renoncer à leur octroyer quelque extension de leur capacité. Nous souscrivons entièrement au jugement

de M. Capitant quand il déclare : « Tant que les syndicats jouiront d'un statut spécial, ils verront s'élargir leur sphère d'activité ; ils acquerront les droits dont ils ont besoin pour poursuivre leur œuvre de défense professionnelle ».

M. Touron n'a pas obtenu gain de cause devant la Commission permanente : de là est née la proposition des représentants des Chambres de commerce et des prud'hommes patrons.

M. Touron — qui s'en est fait le rapporteur — tient tout d'abord à la défendre des reproches qu'on lui a adressés : « On a voulu voir en elle, affirme-t-il, un piège tendu à la classe ouvrière corporativement organisée ». Or, cette proposition a été rédigée par des hommes appartenant à des syndicats depuis longtemps existants ». « Nous estimons, ajoute-t-il, que c'est travailler pour le bien public et pour la paix sociale que de chercher à proportionner droits et devoirs, libertés et responsabilités ». Ceci est parfaitement notre avis.

Le projet patronal reproduit dans ses grandes lignes la loi de 1884 quant à la composition, l'objet des syndicats et les formalités qu'ils doivent remplir pour avoir une existence légale. Nous trouvons quelques modifications de détails. Ainsi est admis au bénéfice de l'entrée au syndicat l'ancien ouvrier qui « n'exerce pas directement ni par personne interposée la profession de débitant de boissons ». Car, comme le dit si justement M. Touron « celui qui a quitté la profession pour devenir débitant n'a plus les mêmes intérêts que les professionnels ». De même, le projet exclut du syndicat « tous les individus condamnés à une peine entraînant la perte des droits électoraux. Il exige

encore de la part des administrateurs et directeurs l'obligation de faire connaître, outre les noms, les prénoms et domiciles de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction.

Ces divers points n'offrent donc rien de bien particulier et ne méritent pas qu'on s'y étende davantage. La partie de la proposition touchant la personnalité civile des syndicats doit, au contraire, retenir plus longuement notre attention.

L'article 6 leur accorde la faculté de posséder la plus large. Les organes professionnels ont ainsi qualité pour acquérir d'une manière illimitée, tant à titre gratuit qu'onéreux, des biens meubles et immeubles. Une obligation toutefois leur incombe : celle de placer toutes leurs valeurs mobilières en titres nominatifs. Cette mesure — très sage — met les syndiqués et les tiers à l'abri des agissements condamnables des administrateurs. Elle présente par contre un grave inconvénient : Le syndicat se trouve dans la quasi-impossibilité de pouvoir réaliser tout ou partie de son actif mobilier à une époque où il peut en avoir un besoin urgent.

Les représentants des Chambres de commerce et des prud'hommes patrons ont entendu répondre aux desiderata des syndicats agricoles. Nous avons vu qu'à la suite d'un arrêt de la Cour de Nancy interdisant aux organes agricoles certaines opérations, la Cour de Cassation vint confirmer cette prohibition. Le Ministre de l'Agriculture déposa, sur ces entrefaites, un projet de loi qui divisait les syndicats agricoles en deux catégories. Les uns, dénommés « syndicats économiques agricoles » auraient eu le droit de faire du commerce. Les autres, désignés sous le nom de « syndicats agri-

coles » tout court, n'auraient pu, comme tous les syndicats commerciaux et industriels, s'occuper que des intérêts professionnels. Un tel projet — comme il était à penser — souleva de toutes parts les plus vives protestations. Ne risquait-il pas, en effet, de séparer en deux classes hostiles : travailleurs agricoles et travailleurs industriels ? Cette conséquence n'avait rien que de très plausible aux yeux des gens éclairés. C'est alors qu'intervint le projet Millerand-Dubief qui étendait à tous les syndicats, sans distinction, les faveurs que la proposition Ruau réservait aux seuls « syndicats économiques ». Notre proposition l'a largement mis à contribution.

Sans doute elle ne permet pas aux organes professionnels de taire des actes de commerce, mais elle leur reconnaît la faculté d'accomplir certaines opérations en qualité d'intermédiaires :

« Tout syndicat peut, s'il y est autorisé par ses statuts et à condition de ne pas distribuer de bénéfices même sous forme de ristournes à ses adhérents :

« 1^o Acheter pour les céder, louer ou prêter à ses membres les matières premières, machines, instruments, outils, bestiaux, engrais, semences nécessaires à l'exercice de la profession.

« 2^o Prêter son entremise pour la vente des produits du travail de ses membres, faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous son nom et sous sa responsabilité.

« 3^o Créer, administrer ou subventionner des œuvres professionnelles telles que : institutions professionnelles, de prévoyance, laboratoires, champs

d'expériences, cours et publications strictement professionnels ».

Cet ensemble de prérogatives nouvelles assurerait aux syndicats un rôle de plus en plus large et aussi des plus utiles. Une restriction est cependant apportée à leur faculté d'ester en justice. « Jusqu'ici, déclare M. Tournon, le droit d'ester en justice des syndicats a trouvé sa limite dans une jurisprudence sage : le syndicat ne pouvant plaider que dans les instances intéressant les intérêts généraux de la profession ». Mais il redoute que, dans l'avenir, une jurisprudence nouvelle ne vienne élargir démesurément cette faculté. Aussi le texte patronal a-t-il soin de spécifier que si le syndicat peut ester en justice dans les instances intéressant sa personne morale, il ne peut exercer les actions individuelles appartenant à l'un ou plusieurs de ses membres.

Les unions de syndicats ne sont pas toutes mises sur le même pied. Celles composées d'organes professionnels appartenant au même métier, ou à des métiers connexes se voient octroyer les mêmes droits de posséder et d'ester en justice que les syndicats. Celles formées, au contraire, de syndicats de professions différentes sont placées dans une situation inférieure, car elles n'ont aucune personnalité civile.

Quant aux garanties et sanctions, la proposition patronale complète celles prévues par la loi de 1884 par l'adjonction de deux textes tirés de la loi de 1901 sur les associations. Elle détermine ainsi les mesures à édicter contre les syndicats qui se reconstitueraient illégalement après le jugement de dissolution. L'art. 8 § 2 de la loi de 1901 punit d'une amende de 16 à 5.000 fr. et d'un emprisonnement de 6 jours à 1 an les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association

(dans l'espèce du syndicat) qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après dissolution. Les syndicats, dont les agissements menaceraient la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, se trouvent passibles de la dissolution par décret (art. 12 loi 1901). Il en est de même de toute association ayant provoqué à l'accomplissement de l'un des actes punis par les articles 414 et 415 du Code pénal. L'individu, qui, par ailleurs, aura été condamné en vertu de ces articles, est déclaré inapte à diriger un syndicat ou une union.

Nous savons que M. Tournon entend maintenir les articles 414 et 415, mais il en propose une autre rédaction. Le nouvel article 414 serait la fusion de ce texte avec l'article 415. Il viserait ainsi non seulement les actes de violence contre les personnes, mais encore les actes de sabotage contre les propriétés. Quant à l'article 415, il reproduirait un texte du projet Trarieux de 1896. Il frappe d'un emprisonnement de 6 jours à 2 ans et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement « quiconque aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail de la part des ouvriers et employés d'une administration de l'Etat, du département et de la commune ou de toute exploitation publique ou privée, dont le personnel est placé sous les ordres du Ministre de la Guerre et de la Marine ou mis à leur disposition en cas de mobilisation ».

La proposition des représentants des Chambres de Commerce et des prud'hommes patrons n'est pas sans intérêt, comme on a pu le juger. Elle concède aux syndicats certaines facultés des plus importantes pour la vie syndicale : le droit illimité d'acquérir et de jouer

le rôle d'intermédiaires en faveur de leurs adhérents, soit pour acheter, soit pour vendre. La limitation préventive apportée au droit d'ester en justice se comprend d'elle-même. Très libérale dans ses concessions, elle se montre sévère dans ses sanctions. Mais n'est-il pas juste, après tout, qu'à un accroissement de droits corresponde une augmentation de responsabilité, qui mettra le syndicat en garde contre toute tentative de mésuser de ses nouvelles prérogatives ?.

SECTION CINQUIÈME

Le Projet de la Commission de la Société d'Etudes législatives (1)

Ce projet très ample et très complet a été discuté devant la Commission de la Société d'Etudes législatives au cours de la session de 1911. Ses rédacteurs ont su mettre à profit l'expérience de leurs devanciers dans la même voie et combler bien des lacunes relevées contre la loi du 21 Mars 1884.

Les syndicats, dit l'article premier, peuvent se constituer soit conformément à la loi de 1901 sur les associations, soit en se plaçant sous le régime du présent projet, à la seule condition de le déclarer dans les statuts. M. Capitant, dans son rapport à la Société, a donné les raisons de cette faculté d'option : « A ne consulter que la logique, y lit-on, on se prononcerait certainement contre l'option. En effet, du moment que

(1) V. Capitant : La Réforme de la Loi du 21 Mars 1884 (1911).

l'on institue une charte spéciale pour les syndicats, il convient semble-t-il, de leur en imposer l'observation ; il ne faut pas leur permettre d'en éluder les dispositions en se transformant en simples associations..... Mais les difficultés pratiques auxquelles ce système se heurterait sont telles qu'on n'a pas cru devoir l'adopter. On ne voit pas, en effet, comment on pourrait empêcher les syndicats de se constituer sous le nom d'associations ; ou plutôt il faudrait exercer une telle inquisition qu'on y renoncerait bien vite. Puis, ne serait-il pas choquant de poursuivre comme irréguliers des syndicats n'ayant pas fait le dépôt, alors que de nombreuses associations vivent sous ce régime ? Il y a là, évidemment, une impossibilité de fait et sans doute la solution à laquelle s'est arrêtée la Commission de la Société d'Etudes législatives, semble-t-elle, la seule raisonnable.

L'objet des syndicats est désigné d'un mot par l'article 2, c'est « l'étude et la défense des intérêts professionnels ». Cette rédaction présente le grand avantage sur celle de 1884 de supprimer toute contestation quant au droit syndical des professions libérales. La Cour de Cassation n'a jamais, en effet, formellement reconnu aux professions dites libérales la faculté de se syndiquer, sous le prétexte qu'elles n'auraient à défendre aucun intérêt agricole, commercial ou industriel.

Le texte de la Commission maintient le principe de l'exercice de la même profession pour pouvoir adhérer à un syndicat. Mais il admet la possibilité, pour les personnes n'exerçant plus le métier, d'en rester membres. Une autre extension est apportée : les anciens ouvriers, qui auront exercé le métier pendant cinq ans au moins et qui ne l'auront pas quitté depuis

plus de dix ans, pourront entrer dans un groupement professionnel, bien qu'ils ne fissent partie d'aucun syndicat à l'époque où ils travaillaient. Comment justifier cette admission ? La Commission a estimé qu'elle assurerait une meilleure administration du syndicat et lui donnerait une compétence plus complète. Sans doute, mais est-il bien certain que l'individu, qui, lorsque travailleur effectif, se montrait rébarbatif au syndicat, eut l'intention d'y entrer lorsqu'il n'exerce plus ? Ceci est peu probable. En tout cas, cet élargissement des cadres syndicaux présentera un réel intérêt pour les anciens ouvriers, qui n'avaient pas de représentation professionnelle quand ils pratiquaient leur métier.

Les mineurs de dix-huit ans et les femmes mariées se voient gratifiées du droit d'entrer au syndicat sans autorisation. M. Tournon pense que c'est aller contre le Code civil. En réalité, cette dérogation ne fait que consacrer la pratique suivie. La loi du 13 Juillet 1907 ne donne-t-elle pas à la femme la libre disposition des fruits de son travail ? Quant au mineur, l'article 1.309 du Code civil lui octroie la capacité de faire tous les actes relatifs à l'exercice de son art.

Nous savons que, d'après la loi de 1884, les administrateurs et directeurs des syndicats doivent jouir de leurs droits civils. Mais l'interprétation de cette formule a donné lieu à de grandes difficultés. S'agit-il de capacité de jouissance ou simplement de capacité d'exercice ? Les avis sont très partagés sur ce point. Aussi la Commission a-t-elle préféré énumérer limitativement les catégories de personnes exclues de la direction et de l'administration. L'article 3 du projet est ainsi conçu : « Ne peuvent être chargés de la direction ou

de l'administration : les étrangers, les interdits, les mineurs, les personnes déchues de leurs droits civils.

Les syndicats reçoivent, en termes formels, le bénéfice de la personnalité civile. « Ils ont notamment, dit l'article 5 § 2, le droit d'acquérir des biens meubles et immeubles et de recevoir des dons et legs mobiliers ou immobiliers sans autorisation. « Ils acquièrent donc la faculté de posséder la plus absolue qui soit. La proposition des représentants des Chambres de commerce s'était déjà prononcée en ce sens. Il semble que l'idée d'une main-morte n'effraie plus autant et, qu'au contraire, on escompte de grands avantages au point de vue social de l'existence d'organes professionnels riches. L'exemple des trade-unions est à ce point de vue frappant. La possession de larges ressources les a détournés des luttes inutiles et les a maintenus dans le rôle de défenseur et de soutien très puissant de leurs adhérents.

La Commission toutefois n'a pas cru devoir reconnaître aux syndicats la capacité commerciale. Elle a pensé que ce serait aller contre le caractère même du syndicat qui est, par essence, un groupement à but non lucratif. Elle lui concède cependant, à l'image du projet patronal, le droit de jouer le rôle d'intermédiaire, soit pour effectuer les achats d'objets nécessaires à ses membres, soit pour faciliter la vente de leurs produits (1). Notons que l'article 6, 4^e admet pourtant une dérogation : le syndicat pourra « passer, en son nom, des marchés avec les administrations publiques ». Il a, d'ailleurs, toute faculté pour organiser les œuvres

(1) V. aussi le projet Millerand-Dubief.

annexes qui intéressent la profession (caisses de retraites, de chômage, de secours).

Une innovation des plus intéressantes se trouve dans l'article 7. Il s'agit de l'extension au label de la protection établie par la loi du 23 Juin 1857 contre les contrefacteurs des marques de fabrique ou de commerce. Le but du label est d'indiquer les conditions de travail dans lesquelles ont été fabriqués les objets qui en sont estampillés. Or, ces conditions sont parmi les meilleures, et par suite, il n'est pas douteux que les produits vendus sont de bonne qualité. Ainsi le label aboutit au même résultat que la marque de fabrique dont le rôle, d'après la loi, est de permettre aux acheteurs de « distinguer les produits d'une fabrication ou les objets d'un commerce ». Il est donc fort juste de les assimiler quant à la protection.

Le même article 7 assure formellement aux syndicats l'usage d'une marque de fabrique syndicale. La question de la validité de cette pratique ayant été soulevée, successivement le tribunal correctionnel de Marseille (1), la Cour d'Aix (2), la Cour de Nîmes (3) et la Chambre criminelle de la Cour de Cassation (4) s'étaient prononcés contre. « La Commission, déclare M. Capitant, a été unanime pour juger cette interdiction regrettable. Il n'est pas douteux que l'usage de ces marques peut rendre de réels services aux syndiqués. Il paraît donc opportun d'en autoriser l'usage par une disposition légale ».

(1) Jugement du 26 Juillet 1906.

(2) Arrêt du 22 Novembre 1906.

(3) *id.* du 21 Novembre 1907.

(4) *id.* du 19 Juin 1908. Voir ces décisions S. 1910.1.57.

A la formule trop laconique et aussi peu nette de la loi de 1884 relative au droit d'estimer en justice des syndicats, le projet de la Commission de la Société d'Études Législatives substitue un texte détaillé, en fixant les limites exactes :

« Ils (les syndicats) peuvent, dispose l'article 10, exercer toutes les actions ayant pour objet :

1^o La défense de leurs droits en tant que personnes civiles; 2^o la défense de l'un des intérêts professionnels pour lesquels ils sont constitués.

« Ils peuvent, notamment, déférer aux tribunaux, à fin d'annulation, de répression ou d'allocation de dommages-intérêts à leur profit, toute violation de loi, de règlement ou de convention collective, même lorsqu'elle ne porte directement atteinte qu'à des intérêts individuels ». Un patron, par exemple, renvoie un ouvrier qui a voté contre lui lors des élections. La liberté politique est garantie par la loi : or, dans notre hypothèse, il y en a eu violation flagrante. Le syndicat reçoit le droit d'intervenir pour en assurer le respect, et la décision qui sera rendue aura sa répercussion sur les rapports de tous les ouvriers avec le même patron. Il peut de même attaquer en justice le patron qui viole vis-à-vis d'un de ses ouvriers les clauses contenues dans un contrat collectif dont il est signataire. Il protège ainsi les intérêts de toute la profession, en assurant l'application intégrale de la convention collective *erga omnes*. Les non-syndiqués eux-mêmes — qui exercent la même profession — bénéficient de cette disposition, car la loi, le contrat collectif s'appliquent à eux comme aux syndiqués. En principe, le syndicat peut agir directement; mais, dans deux hypothèses, il doit obtenir le consentement de

l'intéressé avant d'exercer l'action collective. Ce sont celles qui ont pour objet une révocation ou un congédiement. On a considéré que dans ces cas il s'agissait surtout d'un intérêt individuel et, par suite, la Commission n'a entendu ne laisser engager l'action syndicale que « si l'intéressé, dûment averti, n'a pas déclaré s'opposer à l'instance ». L'action collective, intentée par le syndicat, ne produit que des effets collectifs. Mais s'il arrive que le syndicat soit choisi comme mandataire *ad litem* par un de ses membres, on revient alors au principe général « nul en France ne plaide par procureur ». Les actions individuelles restent propres au mandant, et la preuve du mandat, a décidé la Commission, peut résulter de n'importe quel acte.

Les unions de syndicats professionnels jouissent des mêmes droits que les syndicats eux-mêmes, qu'elles soient composées d'organes appartenant au même métier ou à des professions différentes. Elles ne peuvent toutefois intervenir en justice que dans les hypothèses intéressant la communauté qu'elles représentent (Art. 14 § 21).

La Commission maintient le principe sur la liberté de se retirer du syndicat, mais elle autorise celui-ci à exclure le syndiqué démissionnaire des sociétés de secours mutuels auxquelles il a participé moyennant une indemnité correspondant à ses droits actuels. Cette option est des plus pratiques, car elle assure une réelle indépendance à l'ouvrier désireux d'abandonner le syndicat.

Enfin pour donner plus de force obligatoire aux conventions collectives et en assurer ainsi le développement, le projet autorise le syndicat ouvrier à stipuler, lors de la conclusion du contrat, qu'un léger pré-

lèvement sera effectué sur le salaire des ouvriers pour constituer une garantie pécuniaire égale à celle que le patron déposera. (1)

*
* * *

Voyons maintenant quelles sanctions sont édictées. La Commission de la Société d'Etudes Législatives s'est montrée assez sévère. Mais, ainsi que le fait remarquer M. Capitant, « cette sévérité apparente n'est que de la prévoyance. Elle est bien plus favorable aux syndicats qu'une licence qui se retournerait contre eux ».

En conséquence, le projet maintient des pénalités contenues dans l'article 9 de la loi de 1884. La violation des prescriptions relatives à l'objet, à la composition du syndicat ou de l'union, à la qualité des personnes admises à la direction, au dépôt des statuts, à l'interdiction de distribuer des bénéfices donne lieu à une poursuite contre les directeurs et administrateurs et entraîne la condamnation à une amende de 16 à 200 francs. « Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende peut être portée à 500 francs ». La loi de 1884 ne dit rien des conséquences civiles de l'illégalité commise par un syndicat. Y a-t-il ou non nullité des actes par lui accomplis ? Sur ce point la Jurisprudence a varié ; mais, en règle générale, elle s'est prononcé pour la nullité. La Commission de la Société d'Etudes Législatives n'a pas statué avec précision. Elle a laissé aux tribunaux le soin de déterminer, suivant les espèces, les irrégularités qui entraîneront

(1) V. pour le détail l'art. 8 du projet.

ou non la nullité des actes du syndicat. Cependant, pour éviter que la nullité ne soit prononcée pour des infractions légères l'article 16 § 2 du projet stipule : « Les tribunaux peuvent, à la diligence du procureur de la République, et suivant la gravité des cas, prononcer la nullité et ordonner la dissolution du syndicat. »

La question des mesures à prendre contre le syndicat qui se maintient comme association de fait, malgré le jugement de dissolution, n'a pas été résolue. Certains membres de la Commission entendaient, en effet, appliquer les peines prévues par l'article 8 de la loi de 1901. (1) D'autres voulaient en restreindre l'application aux seuls cas où un syndicat se rendrait coupable d'une des fautes prévues par l'article 3 de cette même loi (syndicat poursuivant un but contraire aux bonnes mœurs, portant atteinte à l'intégrité du territoire ou à la forme républicaine du gouvernement). L'entente n'ayant pu se faire, la solution est restée en suspens.

Les syndicats ont, finalement, la faculté de régler le sort de leurs biens soit par voie statutaire, soit par une décision prise en assemblée générale. Ils ne sauraient toutefois distribuer des bénéfices, partager l'actif entre leurs adhérents, ni répartir entre eux le capital existant au jour de la dissolution. (art. 19).

Tel est le projet de la Commission de la Société d'Etudes Législatives. Remarquable par l'ensemble des modifications qu'il propose, il constitue une mise au point de la question des réformes nécessaires et utiles à

(1) Ce texte frappe d'une amende de 16 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 1 an les administrateurs directeurs de l'Association qui se serait maintenue illégalement après le jugement de dissolution.

apporter à la loi de 1884. Il marque sans conteste un progrès considérable : aussi sommes-nous heureux qu'il soit passé pour partie dans la proposition Chéron, dont la discussion est actuellement sur le point d'aboutir.



CHAPITRE QUATRIÈME

LE PROJET RATIER-CHÉRON

Tous les projets que nous avons examinés jusqu'ici n'ont pas abouti. La proposition Ratier-Chéron, déposée pour la première fois au Sénat le 19 Mai 1913, semblait, elle aussi, devoir subir le même sort, car elle ne fut alors l'objet d'aucune discussion. Mais, au cours de la guerre, (1) elle a été reprise par M. Chéron et un certain nombre de ses collègues. Ces parlementaires avertis ont pensé que l'heure était favorable à une refonte de la loi de 1884, et, qu'au jour de la paix, l'existence des syndicats pourvus d'une capacité très large pourrait constituer un élément à la fois de modération et de rénovation. Le projet Chéron a eu l'heureuse fortune d'être discuté par les deux Chambres. Il ne saurait tarder maintenant à être définitif et à devenir bientôt loi.

(1) Dépôt au Sénat 10 Février 1916. (D. Sénat 1916 p. 43).

§ 1

Teneur primitive du Projet (1)

Le texte originellement élaboré rappelle dans maintes de ses dispositions la proposition de la Société d'Etudes Législatives. Il ne modifie en rien les articles 1, 2 et 3 de la loi du 21 Mars 1884. Le syndicat ne peut donc être composé que de personnes exerçant le même métier et le but à poursuivre est « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ». La publicité et le dépôt des statuts restent identiques. Mais la proposition admet la possibilité pour la femme mariée, exerçant une profession ou un métier, d'adhérer librement à un syndicat. L'autorisation maritale s'impose au cas où elle fait partie de l'administration ou de la direction. La femme veuve et la fille majeure ont toute faculté pour entrer dans le Bureau syndical. Le mineur de 16 ans peut, de son côté, adhérer à un syndicat, sans pouvoir exercer les fonctions de directeur ou d'administrateur. Cette limitation apportée à sa capacité syndicale se comprend fort bien d'elle-même.

La prohibition relative aux étrangers quant à leur non-admission aux postes de dirigeants est maintenue. Le projet admet, par contre, l'entrée au syndicat des ouvriers qui ont quitté le métier sous la double condition de l'avoir exercé pendant cinq ans au moins et de ne pas l'avoir abandonné depuis plus de cinq ans.

L'article 5 pose nettement le principe de la person-

(1) Rapport Chéron, 10 Février 1916. Sénat 1916, n° 37.

— — 15 Mars 1917. Sénat 1917, n° 81.

nalité civile des syndicats. Ceux-ci reçoivent le droit le plus absolu d'acquérir à titre gratuit et onéreux des biens meubles et immeubles. Cette extension de la faculté de posséder n'est pas, pense M. Chéron, un péril ni pour les ouvriers ni pour l'ordre social. « Il y a tout avantage à donner aux syndicats la pleine capacité civile, génératrice de responsabilité, mais aussi de sagesse et d'autorité morale ». Cette capacité civile totale — bien que non complétée par la moindre capacité commerciale — offre un aliment considérable à leur activité. Les syndicats, dit le projet, peuvent créer des habitations à bon marché, organiser des jardins ouvriers, acquérir des terrains pour l'éducation physique et l'hygiène. Ils peuvent en outre créer, administrer, subventionner les œuvres professionnelles, institutions professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expérience, œuvres d'éducation scientifique, agricoles ou sociales, cours et publications intéressant la profession. Les syndicats ont encore le droit de subventionner les sociétés coopératives de production et de consommation. Ils peuvent jouer le rôle d'intermédiaires pour l'achat des produits nécessaires à leurs adhérents et la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués. La faculté de passer des contrats collectifs avec les employeurs et avec toutes entreprises leur est, par ailleurs, concédée; mais à la condition de déposer le contrat au greffe du Conseil des prud'hommes dans la huitaine de sa passation.

La protection des labels et la reconnaissance des marques syndicales sont assurées par l'article 5, § 11, 12 et 13. Les syndicats doivent à cet effet les déposer au greffe du Tribunal de commerce de leur siège et

remplir les formalités contenues dans l'article 2 de la loi du 23 Juin 1857, modifiée par la loi du 3 Mai 1890. Les organes professionnels pourront enfin « être consultés sur tous les différends se rattachant à leur spécialité et leurs avis, dans les affaires contentieuses, seront tenus à la disposition des parties. C'est là la reproduction textuelle de l'article 6 *in fine* de la loi de 1884.

Les unions, d'après l'article 6, bénéficient des mêmes droits que les syndicats. A ce propos, M. Chéron fait remarquer ceci : « A la thèse qui consisterait à ignorer les unions ou à leur refuser une personnalité morale, nous opposons hardiment celle qui consiste non pas seulement à reconnaître leur existence légale — c'est déjà fait par la loi du 21 Mars 1884 — mais à leur attribuer des droits, des responsabilités, un champ d'activité économique et sociale dignes des travailleurs français ». Les unions — qui groupent des syndicats d'importance inégale — doivent déterminer dans leurs statuts les règles selon lesquelles les organes adhérents seront représentés dans le Conseil d'administration et dans les assemblées générales. La représentation proportionnelle n'était pas admissible, en effet, car elle eût abouti à une injustice à l'égard des grands groupements.

Le texte nouveau maintient la liberté pour le syndiqué de se retirer à tout instant de l'association « nonobstant toute clause contraire ». Il accorde au syndicat le droit de réclamer la cotisation afférente aux six mois qui suivent la démission. Le membre démissionnaire est, en outre, tenu de remplir, pour sa part, les engagements pris par le syndicat pendant qu'il en faisait encore partie. En revanche, il reste membre des

sociétés de secours mutuels et de retraites pour la vieillesse, à l'actif desquelles il a contribué par ses cotisations.

Les règles relatives à la situation des biens du syndicat en cas de dissolution sont la copie exacte de celles contenues dans le projet de la Société d'Etudes Législatives. L'article 7 *in fine* décide : « En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens sont dévolus conformément aux statuts ou, à défaut de dispositions statutaires, suivant les règles déterminées par l'assemblée générale. En aucun cas, ils ne peuvent être répartis entre les adhérents ».

Le projet Chéron conserve intactes les sanctions de la loi de 1884, et en ajoute de nouvelles. Ainsi, « les § 2 et 3, article 8 de la loi du 1^{er} Juillet 1901 sur les associations (1) s'appliquent aux cas où un syndicat ou une union, dont un tribunal a ordonné la dissolution, s'est néanmoins maintenu ou reconstitué illégalement après le jugement de dissolution ». De même, « l'entrave volontairement apportée, soit à l'exercice des droits reconnus par la présente loi, soit à la liberté de ne pas user de ces droits, constitue un délit civil et donne lieu à l'action en réparation du préjudice causé ». L'action appartient soit à la partie lésée, soit au syndicat. Le respect du droit syndical et de la liberté du travail se trouvent aussi assurés. L'article 8, § 5 du projet punit des peines prévues à l'article 414 du Code pénal (amende et emprisonnement) quiconque, par l'un des moyens énumérés dans cet article, a contraint ou tenté de contraindre quelqu'un à entrer ou à sortir d'un syndicat.

(1) Voir note *supra*, page 102.

§ 2

Cette rédaction première du projet Chéron a été discutée et adoptée par le Sénat les 8 et 21 Juin 1917 (1). M. Lauche s'en est fait le rapporteur devant la Chambre. Son rapport du 5 Septembre 1918 (2) est loin de conclure à une adoption pure et simple. Il constitue en réalité un plaidoyer en faveur de divers amendements, parfois très hardis.

Le Sénat, nous l'avons vu, laisse la femme mariée libre d'adhérer à un syndicat, mais il n'admet pas qu'elle fasse partie de l'administration ou de la direction sans avoir obtenu l'autorisation de son mari. La Commission de la Chambre, par la voix de son rapporteur, entend au contraire lui reconnaître toute liberté à cet égard. Le mineur de seize ans reçoit aussi, outre la faculté d'adhérer au syndicat, le droit de participer aux fonctions de direction. Cette innovation ne nous paraît pas des plus heureuses, car qu'attendre au point de vue de la bonne gestion du syndicat de la part d'un adolescent qui en ignorera et pour cause les intérêts essentiels ? Sans doute encore la Commission de la Chambre admet-elle que le syndicat ait la plus complète capacité civile, mais elle se refuse à le soumettre à la moindre responsabilité. Elle décide à cet effet que « les biens des syndicats et des unions nécessaires à leurs réunions, bibliothèques, cours, œuvres sont insaisissables. » Telle est la contre-partie indispensable de l'extension de la capacité civile » déclare M. Lauche, car « le développement de la capa-

(1) V. Débats Sénat. J. Off., 9 et 22 Juin 1917.

(2) Chambre, n° 4.945.

cité des syndicats ne peut avoir pour conséquence de fournir aux adversaires du syndicat le moyen de se faire payer des dommages-intérêts, qui aboutiraient à la ruine de l'organisation. » M. Lauche semble avoir repris ici pour son compte les idées de M. Vaillant. Nous ne pouvons, quant à nous, l'approuver ; nous estimons que le syndicat, comme tout citoyen ou comme toute collectivité, doit être responsable, sur le patrimoine qu'on lui aura permis d'acquérir, des fautes que, dans sa vie sociale, il pourrait commettre.

Cette conception a fait enfin rejeter les sanctions de la loi de 1901 insérées dans le projet Chéron, car, de l'avis de la Commission, elles seraient trop rigoureuses. Il est exact en effet qu'elles sont très sévères (amendes élevées et prison), mais « qui oserait se plaindre que la loi veuille être respectée. Quelle singulière idée que de tenir pour tyrannique la volonté de la loi, que chaque citoyen se tienné dans les limites fixées par la loi elle-même pour l'exercice des libertés qu'elle garantit ? Si l'axiome antique est vrai : *sue lege libertas*, il faut, pour que la liberté règne que la loi soit obéie ». (1) Tout accroissement de droit doit entraîner inévitablement une augmentation des devoirs et des charges, des risques et des périls... Nous admettons, par contre avec la Commission, l'extension du droit syndical aux professions libérales et aux ouvriers et employés gestionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui ne détiennent aucune portion de la puissance publique.

(1) Allocution de M. Millerand au Musée Social.

§ 3

La Chambre, dans la discussion qu'elle a entreprise du projet Chéron, s'est ralliée entièrement aux vues de son rapporteur. Elle a adopté d'abord sans modification les textes relatifs à la composition, l'objet des syndicats et les formalités touchant leur constitution. Mais elle complète l'art. 4 de la loi comme suit : « Les femmes mariées, exerçant une profession ou un métier, peuvent, sans l'autorisation de leur mari, adhérer aux syndicats professionnels et participer à leur administration et à leur direction.

« Les mineurs âgés de plus de 16 ans peuvent adhérer aux syndicats, sauf opposition de leur père, mère ou tuteur. Ils peuvent, en outre, participer à l'administration ou à la direction ».

La Chambre n'a pas admis le texte du projet Chéron quant à la durée nécessaire d'exercice effectif du métier pour pouvoir continuer à faire partie du syndicat, lors de l'abandon de la profession. Elle a réduit à une année le délai de cinq ans contenu dans le projet sénatorial. Elle a de même, à l'instigation de M. Lauche, décidé que les immeubles, meubles, objets mobiliers et fonds des syndicats spécialisés pour leurs réunions, leurs bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, écoles d'apprentissage, œuvres de mutualité, de solidarité, de chômage, sont insaisissables ».

Les articles relatifs à la capacité des unions et à la faculté de se retirer du syndicat ont été adoptés sans modification.

Quant à l'article 8 de la loi du 21 Mars 1884, touchant les sanctions relatives aux acquisitions d'immeu-

bles autres que ceux de fonctionnement, il se trouve abrogé du fait de l'octroi aux syndicats de la plus large capacité de posséder.

La Commission de la Chambre, se référant aux vœux exprimés par M. Lauche en faveur de la concession du droit syndical à certains fonctionnaires, avait tout d'abord présenté le texte suivant : « La présente loi est applicable aux professions libérables et aux ouvriers et employés gestionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui ne détiennent aucune portion de la puissance publique ». Cette rédaction — qui adoptait la distinction admise depuis longtemps par nombre d'auteurs entre les fonctionnaires d'autorité et ceux de gestion — pouvait donner lieu à des controverses sans fin. Aussi, après réflexion, la Commission a-t-elle préféré se rallier à un amendement présenté par M. Deshayes, et donnant une énumération limitative des fonctionnaires ne pouvant se syndiquer.

« La présente loi, dit le nouvel article 9, est applicable aux professions libérales ainsi qu'aux fonctionnaires, employés et ouvriers de l'Etat, des départements, des communes et des services publics, à l'exception toutefois des catégories ci-après :

1^o Militaires de tous grades des armées de terre et de mer en activité de service.

2^o Fonctionnaires et agents de la police.

3^o Magistrats de l'ordre judiciaire.

4^o Préfets et sous-préfets.

La Chambre a voté cet article sans modification.

§ 4

Le Sénat, appelé le 17 Avril dernier à discuter le texte amendé par la Chambre, n'a pas entendu l'accepter dans toutes ses innovations. Certaines lui ont paru, à juste titre, par trop hardies et ont été rejetées. Tel le droit pour le mineur de 16 ans d'entrer dans l'administration ou la direction du syndicat. Telle encore la thèse de l'insaisissabilité absolue des biens du syndicat. Le Sénat a adopté sur ce point le système transactionnel proposé par M. Chéron. L'actif du syndicat se trouve divisé de ce fait en deux portions. L'une, comprenant les immeubles et objets mobiliers nécessaires à ses réunions, bibliothèques, et à ses cours professionnels, est déclarée insaisissable. L'autre, composée de l'ensemble des fonds possédés par le syndicat, se voit soumise au régime de l'article 12 de la loi du 14 Avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels. « Les secours, pensions et tous les titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants sont, en vertu de ce texte, incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs par an pour les rentes et de 3.000 francs pour les capitaux assurés ». Les fonds des caisses spéciales de secours mutuels des syndicats et leurs fonds de retraites se trouvent donc insaisissables jusqu'à concurrence de ces deux chiffres ; pour le surplus, ils sont saisissables.

Les textes, relatifs à la capacité civile des unions et au droit de quitter à tout moment le syndicat, n'ont donné lieu à aucun nouveau débat. Il est donc admis que les fédérations jouissent des mêmes facultés que les syndicats.

Tout au contraire, la discussion a été vive à propos d'un amendement Touron tendant à insérer, dans la teneur de l'article 7, un paragraphe additionnel reproduisant les § 2 et 3 de l'article 8 de la loi du 1^{er} Juillet 1901 sur les associations. Ces textes visent les sanctions à infliger aux associations ou aux unions qui, dissoutes judiciairement, se sont néanmoins maintenues ou reconstituées illégalement après le jugement de dissolution. Le Ministre du Travail et M. Chéron — qui pourtant dans son projet primitif s'était fait le promoteur de cette addition — ont vivement combattu cet amendement. « En insérant dans la loi de nouvelles dispositions pénales, a déclaré M. Colliard, nous semblerions professer une méfiance vis-à-vis du monde des travailleurs. Ce ne fut jamais notre politique ». Et M. Chéron d'ajouter : « Songeons à l'effet moral des textes que nous votons. Au moment où nous allons réaliser dans une atmosphère de confiance cette réforme capitale de la journée de huit heures, ne donnons pas l'apparence, peut-être trompeuse, de rompre le pacte d'union sacrée entre les classes en insérant dans la loi des dispositions qui pourraient être considérées comme rétrogrades ». Devant ces déclarations, empreintes du plus grand libéralisme, le Sénat a rejeté l'amendement Touron par 158 voix contre 26.

L'article 9 de la loi du 21 Mars 1884 devient l'art. 8 du projet actuel, par suite de l'abrogation de l'ancien article 8, devenu sans objet, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Sa rédaction se trouve toutefois quelque peu modifiée, car disparaît le passage relatif à la nullité des acquisitions immobilières de placement. On sait, en effet, que le syndicat peut acquérir librement tous les

biens que ses ressources lui permettront d'acheter ou qu'il recevra à titre de dons ou legs.

L'énumération limitative des fonctionnaires ne pouvant se syndiquer n'a pas trouvé grâce devant le Sénat. Celui-ci a préféré en revenir à la distinction entre fonctionnaires d'autorité et fonctionnaires de gestion et adopter le texte que la Commission de la Chambre avait élaboré en premier lieu. « La présente loi, dispose le texte sénatorial, est applicable aux professions libérales. Elle s'applique également aux employés et ouvriers de l'État, des départements, des communes, des établissements publics qui ne détiennent aucune portion de la puissance publique ». La liberté de se syndiquer ainsi reconnue aux agents de gestion se trouve fort atténuée par l'adjonction d'un nouvel article 10. Il décide :

« Toute interruption de service des administrations publiques de l'État, des départements, des communes et des établissements publics est interdite. Les fonctionnaires et employés des dites administrations, qui cesseront le travail ou abandonneront leur service à la suite d'un plan concerté, seront de plein droit considérés comme démissionnaires ».

La Commission du Sénat a cru devoir ajouter, par ailleurs, un paragraphe destiné à calmer les esprits surexcités (depuis si longtemps que l'on promet l'élaboration du statut des fonctionnaires !). « Des règlements d'administration publique, décide-t-il, rendus dans l'année de la promulgation de la présente loi, après consultation des syndicats et associations intéressés, fixeront le statut déterminant les droits, garanties et obligations des fonctionnaires, agents et employés de

tous ordres de l'État, des départements, des communes et des établissements publics ».

« Le paragraphe ci-dessus n'est pas applicable aux militaires des armées de terre et de mer ».

Comme on le voit, cette deuxième délibération devant le Sénat atténue assez considérablement la hardiesse de certaines modifications votées par la Chambre. Plus restrictives sans doute, les vues du Sénat sont, par contre, pleines de sagesse et répondent mieux aux besoins et aux intérêts bien compris des syndicats.

§ 5

Tout récemment (1) le projet de loi sur les syndicats est venu pour la seconde fois devant la Chambre. L'entente semble être complète sur les points relatifs à la composition, au but, et à la capacité civile des syndicats. Des heurts, au contraire, subsistent en ce qui touche la concession du droit syndical aux fonctionnaires et l'établissement de leur statut.

La Chambre n'a pas admis la distinction entre fonctionnaires d'autorité et de gestion. M. Ernest Laffont a montré avec netteté les difficultés sans nombre auxquelles aboutirait le vote d'un article accordant le droit de se syndiquer aux seuls agents dits de gestion. M. Lauche, de son côté, a défendu énergiquement le texte très large, déjà adopté par la Chambre. A la suite de son rapporteur, celle-ci a maintenu son premier vote. Toutefois elle s'est ralliée à une nomenclature plus détaillée des exceptions à la faculté syndicale. Ainsi ne peuvent se syndiquer :

(1) V. J. Off. 19 Juillet 1919.

1^o Les militaires de tous grades des armées de terre et de mer en activité de service et agents assermentés de la surveillance militaire ;

2^o Les fonctionnaires et agents de la sûreté générale et de la police ;

3^o Les fonctionnaires et agents de l'administration pénitentiaire ;

4^o Les magistrats de l'ordre judiciaire ;

5^o Les conseillers d'État et de préfecture ;

6^o Les préfets, sous-préfets, secrétaires généraux de préfecture ;

7^o Les ambassadeurs, consuls et agents des cadres des services extérieurs ;

8^o Les gouverneurs et administrateurs des colonies, secrétaires généraux, chefs de territoires, résidents-maires.

Cette énumération — qui s'inspire comme on le voit de la distinction entre agents d'autorité et de gestion — présente le grand avantage d'être fort nette et par là d'éviter toute controverse.

Quant au statut des fonctionnaires, la Chambre entend bien aussi qu'il y en ait un ; mais elle ne veut pas qu'il soit fixé par des règlements d'administration publique. Sa volonté sur ce point s'est nettement manifestée par l'adoption d'un article additionnel présenté par M. Jean Lerolle et stipulant « une loi spéciale fixera le statut des fonctionnaires ».

Enfin, un dernier point de détail sur lequel l'accord est à faire touche l'ouverture du syndicat aux travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants. Le Sénat a maintenu la prohibition de l'article 10 § 2, de la loi du 21 Mars 1884 ; la Chambre demande sa suppression.

CONCLUSION

Tel est le point où se trouve actuellement la discussion du projet Chéron. Nous aurions souhaité que les deux Chambres adoptent un texte définitif avant de se séparer. En n'en faisant rien, elles ont remis tout en question devant la prochaine législature. Nous espérons fermement que celle-ci saura comprendre l'intérêt primordial qui s'attache au vote rapide de la réforme syndicale. Depuis si longtemps que l'on parle de reviser la loi du 21 Mars 1884, l'heure, semble-t-il, n'a jamais été aussi propice aux innovations profondes et régénératrices d'une activité nouvelle des syndicats. Le projet Chéron, dans sa teneur présente, répond en grande partie à ces desiderata. D'une part, il élargit considérablement les cadres syndicaux, en admettant au nombre des adhérents le mineur de seize ans, la femme mariée, l'ouvrier qui n'exerce plus. A la capacité limitée d'acquérir concédée par la loi de 1884, il substitue, d'autre part, le droit le plus absolu de posséder. Il met encore unions et syndicats sur le même pied, écartant par là même toutes les suspensions longtemps conservées contre les fédérations. Sans doute, les syndicats se voient refusé la capacité commerciale — et on peut le regretter vivement — mais l'ensemble

des droits nouveaux qui leur sont reconnus leur ouvrent un champ d'action très large, presque illimité. « Les travailleurs de France, a déclaré M. Chéron à la tribune du Sénat, qui se sont si noblement conduits pendant la grande guerre et qui ont orienté, avec une unanimité parfaite, leurs efforts vers le salut de la Patrie, se sont montrés pleinement dignes de la nouvelle marque de confiance que nous leur accordons ».

« En faisant des syndicats des êtres pleinement capables, pouvant discuter et contracter avec la force du droit et la responsabilité d'un patrimoine, nous conformerons la loi aux rapports que l'industrie moderne établit de plus en plus entre les collectivités du capital et du travail ».

Nous osons croire que l'octroi de la pleine personnalité civile assurera aux syndicats un épanouissement de leur vie intérieure. Nous n'imaginons pas moins qu'ils voudront bien reconnaître que c'est en s'écartant le plus du domaine de la politique et en se dépensant uniquement sur le terrain professionnel qu'ils travailleront au mieux de leurs intérêts, en même temps qu'ils participeront efficacement au relèvement de la France, si profondément atteinte par la guerre.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
CHAPITRE PREMIER. — Economie de la Loi du 21 Mars 1884.....	9
SECTION I. — Des Conditions d'existence des Syndicats..	9
§ I. — De la Composition des Syndicats.....	10
§ II. — De l'Objet des Syndicats.....	12
§ III. — Des Statuts.....	14
§ IV. — De la Qualité des Administrateurs et Directeurs.	16
SECT. II. — Des Conditions d'existence des Unions.....	18
SECT. III. — De la Capacité civile des Syndicats.....	20
SOUS-SECTION I. — La Personnalité civile en elle-même..	22
SOUS-SECT. II. — Ses Attributs.....	25
§ I. — Droit de Posséder.....	26
§ II. — Droit de Contracter.....	32
§ III. — Droit d'Ester en Justice.....	35
APPENDICE. — Les Syndicats peuvent-ils faire le Com- merce?.....	43
SECT. IV. — Des Sanctions à la Loi de 1884.....	45
CHAPITRE DEUXIÈME. — Résultats de la Loi du 21 Mars 1884.....	50
CHAPITRE TROISIÈME. — Les principales Proposi- tions modificatives.....	55
SECT. I. — La Proposition Waldeck-Rousseau-Millerand.	56
SECT. II. — La Proposition Lemire.....	63
SECT. III. — La Proposition Vaillant.....	67
SECT. IV. — Les Propositions de la Commission perma- nente du Conseil supérieur du Travail.....	70
SECT. V. — La Proposition de la Commission de la Société d'Etudes Législatives.....	80
CHAPITRE QUATRIÈME. — Le Projet Ratier-Chéron.	90
Conclusion.....	104

BIBLIOGRAPHIE

- BERGERON. — *Du Droit des Syndicats d'ester en Justice*.
(Thèse Paris 1898).
- BARTHOU. — *L'Action syndicale*.
- CÉSAR-BRU. — *Les Syndicats professionnels et leur Personnalité civile*.
- CAPITANT. — *Traité de Législation industrielle. — Rapport à la Société d'Etudes Législatives 1911*.
- DUTHOIT. — *Association catholique 1903*.
- R. JAY. — *La Personnalité civile des Syndicats. — Qu'est-ce que le Contrat collectif de Travail ?*
- Martin SAINT-LÉON. — *L'extension de la Capacité des Syndicats* (Ass. cath. 1903).
- LEDRU ET WORMS. — *Commentaire de la Loi sur les Syndicats*.
- JOLLY. — *De la Capacité d'acquérir des Syndicats professionnels* (Thèse 1900).
- PROBUS. — *La Constitution syndicale de la France*.
- FIG. — *Traité de Législation industrielle*.
-

BULLETINS, PÉRIODIQUES

- Journal Officiel, Débats*.
- Bulletin de l'Office du Travail*.
- Revue politique et parlementaire*.
- Fascicules publiés par le Ministère du Travail sur la Session de 1909*. (Paris, Imp. Nat. 1910).
- Conférence faite au Musée social, par Jacques VAVASSEUR*.
(V. fascicule n° 14, 1913).
- Rapports relatifs aux diverses propositions*.

GRANDE IMPRIMERIE DE MEULAN (S.-O.), A. RÉTY. — 81 s
